

LE DEVOIR

VOL. LXXXIX - N° 240

MONTREAL, LE VENDREDI 23 OCTOBRE 1998

87c + TAXES = 1\$ / TORONTO 1\$

PERSPECTIVES

La pub qui roule

La promotion de produits de consommation auprès d'enfants qui sont à l'école pour développer leur intellect et stimuler leur curiosité, est à maints égards contradictoire. Telle est du moins l'opinion de nombreux acteurs du milieu scolaire, réagissant à l'installation prochaine d'affiches publicitaires dans 870 véhicules d'écoliers.

Des dizaines de milliers d'enfants qui voyagent en autobus d'écoliers verront bientôt le logo de McDonald's dans les véhicules. Dans le but de renflouer leur budget, certains transporteurs — pas tous — ont en effet pris la route de l'affichage publicitaire. Rien de bien grave, que des petits logos pour couvrir le coût de messages sur la sécurité, la réussite scolaire et la santé. Un peu plus et on remerciait McDonald's pour ses belles affiches!

Jusqu'à présent, l'école est restée, heureusement, un lieu relativement protégé de la publicité et de l'incitation à la consommation. Pas tout à fait cependant: une compagnie de yogourt a déjà testé ses produits dans une classe, pendant les heures d'enseignement, s'il vous plaît. La Banque de Montréal et le Groupe Investors ont déjà mis à la disposition des enseignants des cahiers d'exercice dans lesquels le nom du commanditaire est bien indiqué. Car les institutions financières trouvent intéressant de se faire connaître auprès des jeunes.

Avec la nouvelle loi sur l'Instruction publique, cette question sera laissée de plus en plus entre les mains des parents, qui décideront s'ils veulent solliciter des entreprises pour renflouer leur caisse, s'ils permettent au bienfaiteur de se manifester, et sous quelle forme.

Dans le cas de la publicité à bord des autobus d'écoliers, la Fédération des comités de parents ne s'était pas opposée au projet des transporteurs, ce qui en a surpris plus d'un.

Guy Beaudin, de la Fédération provinciale des comités de parents, tient à préciser «qu'il n'est pas question d'accepter n'importe quel message». Tout de même, dit-il, il ne s'agit pas, ici, de baptiser des écoles Manoir McDonald's!

Les parents ont reçu la visite de l'Association des propriétaires d'autobus du Québec l'hiver dernier, au moment où les médias faisaient grand cas des compressions imminentes dans le secteur du transport d'écoliers. Les parents n'ont pas sauté de joie mais ne sont pas restés insensibles lorsqu'on leur a dit que les compressions budgétaires pourraient avoir un impact sur la sécurité. Et que la recherche de nouvelles «ressources» était appropriée. Déjà cette année, rappelle le représentant des parents, ou bien on a réduit les services, ou bien on a facturé les parents.

Faut-il mettre

l'école à l'abri de la publicité?

La Fédération des parents, tout comme la Fédération des commissions scolaires et le ministère de l'Éducation, siègent au sein d'un comité aviseur qui a vu à ce que la publicité ne dérape pas. Mais hier, la ministre de l'Éducation, Pauline Marois, a spécifié qu'elle avait refusé de donner son approbation au projet. Elle a ajouté sur les ondes de CKAC que cet affichage, «ça l'agaçait profondément».

À la Commission scolaire de Montréal, la réaction a été immédiate: c'est non. De plus, la CSDM a décidé d'accélérer l'adoption d'une politique-cadre sur la publicité à l'école, tellement elle reçoit de questions de la part d'écoles voulant savoir ce qui est permis et ce qui ne l'est pas.

La nouvelle loi sur l'Instruction publique donne aux écoles une plus grande marge de manœuvre dans la recherche de fonds privés, en autant que cela n'affecte pas à l'encontre de la mission de l'école. Quel type d'entreprises l'école peut-elle solliciter?

Au delà du genre de commandite accepté se pose la question de la sollicitation auprès d'enfants de six, sept, huit ou dix ans. C'est une chose de remplir les corridors et les toilettes des institutions universitaires de publicité, pour inciter les jeunes adultes à boire Pepsi ou à rouler en Volkswagen, c'en est une autre de planter des commandites dans l'univers scolaire de bambins.

Plusieurs feront valoir qu'une publicité ou une commandite de plus ne changera pas grand-chose, dans un univers où la publicité est omniprésente, dans les autobus de la Ville, à la télé, sur les panneaux qui ornent les routes, etc.

La nécessité de préserver l'école de la publicité n'en est que plus grande, diront d'autres. L'école, après tout, est un lieu d'apprentissage et de réflexion.

Il est vrai que le projet Infobus est bien timide en comparaison de ce qui se pratique dans les villes américaines, où des produits de consommation non seulement couvrent les murs entiers mais dont les entreprises sont indispensables, financièrement, à la bonne marche de l'école. À Toronto, des écoles secondaires ont également conclu des ententes d'exclusivité avec des fabricants de boissons froides, moyennant un bon petit magot pour l'école.

Le Québec n'en est pas encore rendu là et les réactions au projet Infobus le démontrent. Il est clair cependant, à l'heure où les budgets diminuent en éducation, que la tentation est forte.

MÉTÉO

Montréal
Ensoleillé avec passages nuageux.
Max: 14 Min: 1

Québec
Nuageux avec éclaircies.
Max: 7 Min: 0
Détails, page A 6

INDEX

Annonces B 4
Avis publics A 6
Culture B 11
Économie A 8
Éditorial A 10
Le monde A 7

Les sports B 7
Montréal A 3
Mots croisés A 6
Plaisirs B 1
Politique A 5
Télévision B 10

www.ledevoir.com

CULTURE

Le virage de Télé-Québec plaît aux téléspectateurs, Télé-Québec
page B 8



ÉCONOMIE

Dominion Bridge ne vaut plus que 32 millions,
page A 8

PLAISIRS

Lo un jour, Lolita toujours,
page B 1



Jean Doré songe à se retirer

Le chef d'Équipe Montréal invite «les démocrates» à se mobiliser pour déloger Bourque

HÉLÈNE BUZZETTI
KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Jean Doré a pris tout le monde par surprise hier, y compris son propre parti Équipe Montréal, en évoquant son possible retrait de la course à la mairie. Du même souffle, il a invité «tous les démocrates» à réfléchir et à donner la primauté de leur action politique pour déloger Pierre Bourque.

Frappé de plein fouet par les résultats du sondage Léger et Léger publié hier, qui démontre clairement que les adversaires du maire sortant se divisent le vote permettant à M. Bourque de se faufiler avec 32 % des intentions de vote, Jean Doré a convoqué la presse.

À 10 jours du scrutin, il a expliqué n'exclure aucune possibilité, ni de quitter l'arène politique ni de négocier avec ses adversaires Jacques Duchesneau et Michel Prescott pour entreprendre un virage.

«Je ne suis pas revenu en politique par ambition personnelle. Je place l'intérêt de Montréal au-delà de mon propre intérêt. Et comme démocrate, je constate ce matin que la volonté de la majorité de la population risque de ne pas se manifester à cause de la division du vote. J'ai l'intention de rencontrer mon équipe, de consulter, et surtout de réfléchir au meilleur moyen à prendre pour que la catastrophe appréhendée ne se réalise pas, que Pierre Bourque, un homme seul avec une équipe faible sans plan d'action, soit le prochain maire de Montréal pendant

VOIR PAGE 1 12: DORÉ



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Un illustre trio



REUTERS

JEAN BÉLIVEAU, Brian Mulroney et Maurice Richard ont entonné le Ô Canada après avoir été faits, hier à Ottawa, compagnons de l'Ordre du Canada, la plus haute distinction civile canadienne. Parmi les réalisations de M. Mulroney qui lui ont valu cet honneur, on a noté à cette occasion l'aboutissement de l'accord canado-américain de libre-échange et l'ALENA, l'accord multilatéral de libre-échange avec les États-Unis et le Mexique, sans oublier sa lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Nos informations, page A 5

Israéliens et Palestiniens se disent proches d'un accord

ANDRÉ VIOLLAZ
AGENCE FRANCE-PRESSE

Wye Mills — Les Israéliens faisaient hier soir de la Charte palestinienne de 1964 le principal obstacle à un accord avec les Palestiniens pour relancer la paix au Proche-Orient, au huitième jour du sommet de Wye Plantation (Maryland). Les négociateurs israéliens et palestiniens ont affirmé hier être proches d'un accord. Les Américains se gardent de leur côté de tout excès d'optimisme, soulignant que des points de divergence restent à régler.

Le président Bill Clinton est revenu à Wye pour la cinquième fois afin de faire pression sur le premier ministre israélien

Benjamin Nétanyahou et le président palestinien Yasser Arafat. Il a été rejoint par le roi Hussein de Jordanie, appelé en renfort par les Américains. Le souverain, en traitement aux États-Unis pour un cancer, était déjà venu à Wye mardi.

Israël exige que les quelque 600 membres du Conseil national palestinien (CNP, le Parlement) se réunissent formellement pour annuler les articles de la Charte palestinienne qui prônent la destruction de l'État hébreu.

Les Palestiniens rétorquent que le CNP l'a déjà fait en mai 1996. Les Américains ont proposé à titre de

VOIR PAGE A 12: ACCORD



REUTERS

Le leader palestinien Yasser Arafat et le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou se sont échangé une poignée de main, hier, peu de temps avant la reprise des pourparlers.

Les propos de Rochon laissent les médecins pantois

Malgré ce qu'en dit le ministre de la Santé, les délais imposés aux patients cancéreux compromettent les chances de guérison

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

Malgré ce qu'en dit le ministre de la Santé, Jean Rochon, plusieurs radio-oncologues affirment que les délais imposés aux patients cancéreux du Québec pour recevoir une radiothérapie ne sont pas sans effet sur leurs chances ultimes de guérison.

Alors que tous les yeux, et toutes les oreilles étaient rivés hier sur l'esclandre provoqué par le commentaire du député libéral Christos Sirros à l'endroit du vice-premier ministre Bernard Landry,

la réponse offerte par le ministre de la Santé, Jean Rochon, aux délais imposés aux patients a été passée sous le boisseau.

Or, l'argument du ministre a laissé plusieurs médecins pantois. «Il faut faire attention, quand il y a une attente, ce n'est pas toujours quelqu'un qui est en danger pour sa santé», a répondu M. Rochon, à une question de l'opposition rapportant le cas d'une patiente des Îles-de-la-Madeleine souffrant d'un cancer du sein, en attente depuis huit mois.

«Dans une grosse majorité de cas, nos patients attendent trop longtemps, au détriment de leurs

chances de guérison», affirme le docteur Jean Roy, oncologue à l'Hôtel-Dieu de Québec.

Même s'il n'existe pas de normes objectives fixant des délais minimaux pour traiter les différents cas de cancer, plusieurs oncologues s'entendent pour dire que les délais sont nettement excessifs dans plusieurs centres au Québec.

«Nous sommes pris à faire des choix, à "prioriser"»

VOIR PAGE A 12: MÉDECINS

• LES ACTUALITÉS •

EN BREF

GRC: appuis à la syndicalisation

Ottawa (PC) — Le Bloc québécois, le Nouveau Parti démocratique et le Parti conservateur ont uni leurs forces, hier, pour appuyer le policier Gaétan Delisle dans sa tentative de syndicalisation de la GRC. Les trois partis présenteront bientôt un projet de loi d'initiative privée visant à modifier le Code canadien du travail afin de permettre la syndicalisation de la GRC. Ils n'ont toutefois pas obtenu l'aval des deux autres partis à la Chambre des communes, ce qui veut dire que le projet de loi devra passer par l'étape du tirage au sort avant d'être débattu. Il est très rare que ces types de projets de loi soient adoptés. En outre, le dossier se trouve maintenant devant la Cour suprême, qui doit rendre un jugement à ce sujet dans les prochains mois. Selon le député bloquiste Richard Marceau, il régnait actuellement un climat malsain chez les policiers fédéraux. Le policier Gaétan Delisle se bat depuis de nombreuses années contre la direction de la GRC. Les 15 000 agents fédéraux sont représentés à l'heure actuelle par une association professionnelle.

Le fisc a le bras long

Ottawa (PC) — Même la fête de Noël n'est pas à l'abri du fisc. Le ministre fédéral du Revenu, Herb Dhalwal, a en effet indiqué au *Toronto Sun* que les «parties de bureau» du temps des Fêtes pourraient être considérées comme des bénéfices imposables pour les employés. Le ministre se défend d'être un rabat-joie. Très peu de gens seraient touchés, soutient-il, puisque la règle ne s'appliquerait qu'aux réceptions coûtant plus de 100 \$ par personne à l'employeur. «Seules les très grosses fêtes seraient touchées», dit-il.

Secousse sismique sur la Côte-Nord

Matane (PC) — Une secousse sismique a été ressentie tôt hier matin sur la Côte-Nord. L'épicentre de ce tremblement de terre, d'une magnitude de 4,1 sur l'échelle de Richter, a été localisé sous le fleuve à 76 kilomètres au nord-est de Matane. Selon Maurice Lamontagne, de la Commission géologique du Canada, ce genre de secousse ne cause pas de dégâts. Selon lui, on compte une cinquantaine de petites secousses dans le secteur à chaque année.

Des cellulaires sur écoute ?

Washington (AP) — La Commission fédérale des communications (FCC) s'est prononcée hier pour que des modifications techniques soient effectuées par les fabricants de téléphones mobiles, afin de permettre au FBI et à la police américaine de mettre sur écoute et de localiser les utilisateurs. La police souhaite avoir la possibilité de «piéger» les appareils cellulaires, qui comptent 66 millions d'adeptes aux États-Unis, afin de pouvoir suivre à la trace revendeurs de drogue, terroristes et ravisseurs. Mais des associations craignent qu'une telle pratique ne soit une menace pour la protection de la vie privée.

Élégance et confort en tout temps.

Tilley Endurables
1050, ave. Laurier Ouest
(514) 272-7791

Obtenez un catalogue gratuit en composant le
1-800-465-4249

Les familles des malades mentaux écopotent*Les services alternatifs n'ont pas pallié la fermeture de 1300 lits en psychiatrie*

Les services aux personnes atteintes de maladie mentale font défaut dans plusieurs régions du Québec, disent les familles. Faute de services adéquats pour compenser les 1300 lits fermés, les parents écopotent et portent le fardeau du virage ambulatoire en santé mentale.

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

Les familles de proches atteints de maladie mentale sont les premières à souffrir de la réforme du réseau de la santé amorcée il y a trois ans. Désillusionnées et fatiguées, la moitié de ces familles vivent des tensions énormes et 60 % ont vu leur fardeau augmenter.

Tel est du moins le dur constat que révèle un coup de sonde réalisé par la Fédération des familles et amis de la personne atteinte de maladie mentale (FFAPAMM), qui conclut que la transformation des

services de santé mentale est sur la voie d'un deuxième échec.

Rareté des services, manque de suivi, cacophonie et insécurité: tels sont les principaux impacts reprochés par les parents à cette réforme, qui s'est traduite depuis deux ans par la fermeture de 1300 lits destinés aux patients psychiatriques.

Or, les ressources alternatives à l'hospitalisation — foyers de groupe, hébergements de transition et suivis communautaires — se font toujours attendre, plaide Gisele Tourangeau, coordonnatrice de l'Association québécoise des parents et amis du malade mental (AQPAMM). «Ce sont les

parents qui gèrent la décroissance. Les coupures de lits se font sur leur dos. S'il n'y a pas de personne-ressource dans l'entourage, c'est la catastrophe», dit-elle.

Une mère, qui tient à garder l'anonymat, affirme qu'elle a dû reprendre son fils à la maison après un traitement à l'hôpital, faute de ressources pour l'héberger. «J'ai repris mon fils, je ne voulais pas qu'il devienne un itinérant», dit-elle. Tant qu'il n'y aura pas de ressources dans le secteur, on n'aura pas d'autre choix. Mais tous les parents ne sont pas prêts à ça.»

Le sondage réalisé par la fédération est d'ailleurs éloquent à ce titre: 61 % des proches d'une personne souffrant de maladie mentale sont

peu satisfaits ou pas du tout satisfaits des services actuels. Quelque 66 % jugent que la réforme est une mauvaise chose et 58 % pensent qu'elle a eu des conséquences négatives sur leurs proches.

«Ce sont les parents qui gèrent la décroissance. Les coupures de lits se font sur leur dos»

Ce sont d'ailleurs des femmes, dans 75 % des cas, qui s'occupent du parent souffrant de maladie mentale. Près de 70 % ont plus de 51 ans.

En Montérégie, l'aide à domicile est quasi inexistante. «Les CLSC s'occupent des cas lourds de maintien à domicile pour les personnes âgées, mais pour la santé mentale, il n'y a rien. Moi, je suis sur le bord de démissionner», affirme la conjointe d'un homme schizophrène qui attend depuis cinq mois d'obtenir un

rendez-vous chez le psychiatre.

Selon Hélène Fradet, directrice de la FFAPAMM, la situation est aussi difficile dans toutes les régions du Québec. «Partout en province, il y a des difficultés d'accès, à cause des fermetures de lits. Il y a un phénomène d'entonnoir», affirme-t-elle.

Il y a un an et demi, la fédération avait applaudi aux nouvelles orientations du ministre Rochon en santé mentale. Aujourd'hui, on constate que les hôpitaux s'impliquent de moins en moins et que les CLSC n'ont toujours pas pris le train du virage ambulatoire en santé mentale. «Là, on constate que, comme dans la première phase de la désinstitutionnalisation des années 80, cela se fait sur le dos des familles», déplore Mme Fradet.

Le rôle de la famille est d'accompagner, pas de devenir les dispensateurs de services.»

Morceaux choisis

LA NATURE réserve des scènes parfois saisissantes et parfois amusantes à qui sait l'observer. Ces images gagnantes d'un concours international de photographie d'animaux sauvages, rapportées entre autres d'Afrique du Sud et d'Allemagne, le prouvent.

loto-québec résultats

649 Tirage du 98-10-21
4 8 15 30 41 45
Numéro complémentaire: 26

GAGNANTS	LOTS	MONTE
6/6	3	3 333 333,40 \$
5/6+	14	80 346,80 \$
5/6	509	1 767,90 \$
4/6	24 733	69,70 \$
3/6	455 886	10,00 \$

Ventes totales: 26 795 335 \$
Prochain gros lot (approx.): 2 200 000 \$

49 Tirage du 98-10-21
3 6 13 18 25 37
Numéro complémentaire: 24

GAGNANTS	LOTS	MONTE
6/6	1	1 000 000,00 \$
5/6+	1	50 000,00 \$
5/6	50	500,00 \$
4/6	1 960	50,00 \$
3/6	30 226	5,00 \$

Ventes totales: 681 601 \$

Extra Tirage du 98-10-21

NUMÉROS	LOTS	MONTE
156129	100 000 \$	
56129	1 000 \$	
6129	250 \$	
129	50 \$	
29	10 \$	
9	2 \$	

TVA, le réseau des tirages
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

À Outremont
Les Projets
EUROPA Phase IV

25 Condominiums
Ascenseur extérieur vitré
Cour intérieure à l'Européenne
Plafonds jusqu'à 11 pieds
Terrasses et toits-terrasses
25 Entrées privées
Stationnement intérieur
Jardins

Une gamme de produits pour tous les besoins. 1, 2, 3 et 4 chambres + bureau, de 1100 à 1750 pieds carrés sur 2 niveaux, 1 et 2 salles de bain, foyer optionnel. À partir de 129 000\$.

Bureau de vente
871 av. de l'Épée
Heures d'accueil:
mar.-ven. 13h à 20h
sam.-dim. 12h à 17h
276-0265
Joëlle Gervais, Carol Nadeau
Remax du Cartier



MÊMES PROBLÈMES
UNE SOLUTION
LA SOLIDARITÉ

(514) 257-8711
1-888-234-8533
www.devp.org

DÉVELOPPEMENT ET PAIX

LE DEVOIR

MONTREAL



Timides rayons



LES RAYONS du soleil suffisaient à peine pour réchauffer un peu le promeneur automnal, hier, près de la place d'Armes à Montréal. Ils étaient toutefois assez doux pour que ce dernier se garde aussi longtemps que possible dans les couloirs de lumière bordés des longues ombres des arbres colorés.

EN BREF

Un couple est accusé d'infanticide

Saint-Jérôme (PC) — Un couple a été accusé hier d'homicide involontaire, au Palais de justice de Saint-Jérôme, relativement à la mort de Cédric Bourgeois-Cadieux, neuf mois, dont le décès a été constaté, mercredi, au centre hospitalier d'Argenteuil, à Lachute. Chantale Bourgeois, 24 ans, et son conjoint Serge Mallette, 27 ans, devront demeurer derrière les barreaux jusqu'à leur enquête préliminaire, fixée au 28 octobre prochain. Le corps du bébé était couvert de blessures. Les résultats préliminaires d'autopsie indiquent qu'il serait mort asphyxié. Les parents demeureront derrière les barreaux afin de protéger les trois autres enfants qui habitaient la résidence familiale et qui ont été confiés à la Direction de la protection de la jeunesse.

Violence conjugale: entente de collaboration avec la police

(Le Devoir) — Le Service de police de la CUM a conclu hier une entente avec les maisons d'hébergement, assurant leur collaboration dans les cas de violence conjugale. Cette entente fait suite à un événement tragique survenu en mai 1997. Une femme avait été assassinée par son ex-conjoint, qui s'est ensuite suicidé, le tout se déroulant sous les yeux d'une intervenante sociale. Cette dernière accompagnait la victime, dans la récupération de ses effets personnels au domicile familial. Le protocole d'entente vise donc à rendre plus sécuritaire la récupération des effets personnels, et à préciser le rôle de chaque intervenant. Plus précisément, il prévoit aussi faciliter l'accès aux services d'aide en matière de violence familiale et conjugale. Le tout devrait uniformiser la procédure d'accompagnement, lors de la récupération des effets personnels.

Jean-Luc Mongrain, médiateur dans une prise d'otage

(PC) — Une prise d'otage qui durait depuis plus de 21 heures a pris fin en début d'après-midi, hier, dans l'est de Montréal. Jacques Ouellet, 40 ans, qui tenait les policiers en haleine depuis mercredi, a tiré un coup de feu au cours de la nuit mais personne n'a été atteint. Vers 12h30, hier, il a libéré son otage, Stéphane Lavoie, également âgé de 40 ans, qui n'a pas été blessé. Puis, alors qu'il s'appretait à se rendre, il a menacé de se suicider en constatant que sa photo avait été diffusée à la télévision. Il a finalement renoncé à s'enlever la vie. Ouellet, qui a déjà connu des problèmes psychiatriques, avait demandé la présence de l'animateur Jean-Luc Mongrain, qui a agi comme médiateur. Le ravisseur a été arrêté et devra subir des examens psychiatriques avant que des accusations soient portées contre lui.

Autobus d'écoliers

L'ATEQ souhaite un débat autour de la publicité

PRESSE CANADIENNE

Québec — L'Association du transport écolier du Québec (ATEQ) s'oppose, pour le moment, à toute forme de publicité dans les autobus d'écoliers.

Consciente, toutefois, que cette éventualité pourrait représenter une source de financement intéressante pour le transport scolaire, l'ATEQ préférerait que cette question soit d'abord discutée sur la place publique.

«Il y a un débat de société à faire sur la publicité qui s'adresse aux enfants dans les autobus scolaires, notamment pour la baliser», a expliqué le président de l'Association, Serge Lefebvre.

Il a soutenu que certains abus ont déjà été commis et que les propriétaires d'autobus ne veulent pas y être exposés. «Prenons le temps d'étudier le dossier, a-t-il dit, d'en évaluer les consé-

quences et nous verrons ensuite s'il y a toujours lieu d'aller de l'avant.

«Les enfants sont suffisamment harcelés de publicité de toute sorte sans qu'ils ne le soient durant leur transport vers l'école, a-t-il ajouté. Le transport scolaire fait traditionnellement partie du système d'éducation au Québec et, à cet effet, les véhicules scolaires ne doivent pas devenir des véhicules publicitaires.»

Déjà, le ministère de l'Éducation, la Fédération des comités de parents étudient la possibilité d'autoriser la publicité s'adressant aux enfants dans les autobus scolaires.

Si elle considère que la vente d'espaces publicitaires dans ses véhicules pourrait constituer une source de revenus appréciable, l'ATEQ ne veut surtout pas qu'une décision soit prise avant que tous les tenants et aboutissants aient été étudiés.

Seagram vend la cinémathèque PolyGram à MGM

ALLAN SWIFT
PRESSE CANADIENNE

La compagnie montréalaise Seagram a fait un pas de plus vers l'acquisition de PolyGram NV, après avoir annoncé hier la conclusion d'une entente de principe pour vendre la cinémathèque PolyGram à Metro-Goldwyn-Mayer, une transaction évaluée à 250 millions \$ US.

La vente de la cinémathèque aidera Seagram à financer l'achat — au coût de 10,4 milliards — du groupe néerlandais PolyGram, la plus importante compagnie d'enregistrements musicaux au monde.

À la suite de cette transaction, MGM possèdera et distribuera des films sous étiquettes Epic, Island-Atlantic et Virgin-Palace, ainsi que des films produits ou acquis sous étiquette PolyGram avant le 31 mars 1996.

La cinémathèque compte plus de 1300 titres, dont plusieurs ont remporté un oscar, comme *Fargo*, *The Graduate*, *Dead Man Walking*, *My Left Foot*, *The Crying Game*, *Four Weddings and a Funeral*, *Room with a View*, *When Harry Met*

Sally, *Baghdad Café* et *Sex, Lies and Videotape*.

Le studio MGM appartient à l'investisseur milliardaire américain Kirk Kerkorian.

La vente ne comprend pas le catalogue que PolyGram a acheté en janvier 1995 à ITC Entertainment, et qui inclut les films *On Golden Pond* et *Sophie's Choice*, ainsi que plus de 10 000 heures de programmation télévisuelle.

Seagram, qui est propriétaire des studios Universal, précise que la société négocie actuellement la vente du catalogue ITC avec des acheteurs potentiels dont l'identité n'a pas été révélée, et qu'elle continuera à «examiner des solutions de rechange stratégiques» pour le reste de l'activité cinématographique de PolyGram.

L'entente MGM-PolyGram survient après plusieurs semaines de discussions en dents de scie entre Seagram et le studio MGM.

Il y a près de deux semaines, Seagram semblait sur le point de vendre l'ensemble de sa cinémathèque à MGM pour 400 millions \$ US, mais les deux parties ne sont pas arrivées à s'entendre pour départager les actifs en cause. Les négociations ont repris cette semaine.

Écoulement de matières dangereuses dans le fleuve

«Le maire ne peut pas être tenu responsable», dit Bourque

HÉLÈNE BUZZETTI
LE DEVOIR

Selon un dernier sondage Léger et Léger, le maire sortant Pierre Bourque est considéré par 53,3 % des Montréalais comme étant le candidat à la mairie le plus susceptible de s'occuper de questions environnementales, devant ses adversaires Jean Doré (9,7 %), Jacques Duchesneau (9,6 %) et Michel Prescott (5,4 %). Pourtant M. Bourque répète depuis lundi ne pas avoir été mis au courant que des lixiviats contaminés aux BPC qui s'écoulaient d'un terrain appartenant à la Ville et se déversent librement dans le Saint-Laurent ne sont plus récupérés depuis avril dernier, faute d'argent.

Le ministère de l'Environnement et de la Faune a d'ailleurs fait parvenir mardi soir à Montréal une directive formelle l'enjoignant de reprendre le pompage des huiles, graisses et phénols qui s'échappent de cet ancien site d'enfouissement, sur lequel s'érige maintenant le Technoparc longeant l'autoroute Bonaventure. La Ville de Montréal a acheté ce terrain en 1988 du gouvernement fédéral pour 1 \$, bien qu'elle savait que le site était lourdement contaminé et qu'il en coûterait des dizaines de millions de dollars pour le décontaminer.

Se réfugiant derrière son directeur général, Gérard Divay, Pierre Bourque a répété hier qu'il s'agissait d'un «problème technique de fonctionnaires» dont il n'avait pas été mis au courant.

«Le maire de Montréal ne peut pas



Pierre Bourque

être tenu responsable de tout ce qui se passe au plan environnemental à Montréal. Le maire de Montréal est là pour donner des orientations.»

Puis, il a répété qu'il allait s'informer pour que la situation «s'arrête tout de suite» puisqu'il fallait se conformer aux normes environnementales. «C'est une erreur, ça sera corrigé. Pensez-vous qu'on est par- fait?»

La Ville avait un contrat avec la compagnie ADS pour effectuer le pompage, mais le contrat n'a pas été renouvelé en avril dernier, selon Guy Bazinet, commissaire principal au développement économique, parce que les crédits n'ont pas été reconduits. Il n'en coûte qu'entre 50 000 \$ et 100 000 \$ par année pour récupérer les lixiviats.



GUÉRIN

TOUT NOUVEAU

ODYSSÉES INTIMES

DES HISTOIRES DE CAS D'UN CHANGEMENT DE VIE

Traduit par Jeanne Bourdon

29,50 \$

Jeanne Bourdon, psychothérapeute-sexologue, détient une maîtrise en sexologie clinique. Elle exerce en bureau privé, et en thérapie (individuelle, de couple, de groupe) elle privilégie l'approche existentielle-humaniste. Madame Bourdon anime des conférences et ateliers et supervise des professionnelles qui interviennent en thérapie de groupe. Ses nombreuses années en enseignement l'amènent à faire de l'éducation et de la prévention en sexualité humaine et face à la violence faite aux femmes.

«De s'enfoncer dans le cœur d'une personne vivante, voilà la mission de la psychothérapie d'un changement de vie», explique James F.T. Bugental. «C'est le passage à travers son propre enfer vers la vision d'un accomplissement personnel. Je n'ai pu aider tous ceux et celles qui m'ont consulté pour faire ce voyage décisif, mais certains l'ont fait. Lorsqu'ils le font, ils me repaïent en étant leur compagnon, avec une perspective de l'esprit humain qui me remplit d'admiration et d'espoir. À une période où notre monde n'offre que le désespoir, je me réjouis présentant des solutions basées sur une réalité de courage et de renouveau. Et je me renouvelle dans ma vie en ayant fait partie de ces odysées.»

Ce livre présente la narration captivante et éclairante d'un thérapeute et cinq patients entreprenant une odysée intime vers la découverte de soi, dévoilant du chagrin, de la souffrance, de la croissance et de la joie en cours de thérapie.

Siège social :

GUÉRIN, éditeur ltée, 4501, rue Drolet, Montréal (Québec) H2T 2G2
Téléphone : (514) 842-3481 Télécopieur : (514) 842-4923
Adresse Internet : <http://www.guerin-editeur.qc.ca>

Le seul hôpital francophone universitaire de l'Ontario et de tout le Canada à l'ouest du Québec, menacé de démantèlement par une Commission gouvernementale, a décidé de demander l'aide des tribunaux pour faire respecter les droits de la minorité franco-ontarienne. NOTRE CAUSE EST JUSTE. Nous la défendons avec acharnement depuis plus de 18 mois. AIDEZ-NOUS A GAGNER NOTRE CAUSE !

ÇA FAIT 18 MOIS QU'ON TIEN LE

LES FRANCOPHONES DE L'ONTARIO

FONT APPEL AUX QUÉBÉCOISES ET QUÉBÉCOIS

POUR SAUVER L'HÔPITAL MONTFORT



SOS MONTFORT
FONDS DE LA RÉSISTANCE

Si vous n'utilisez pas les numéros 1-900 ou 1-800, veuillez remplir ce coupon.
FONDS DE LA RÉSISTANCE S.O.S. MONTFORT
713, CHEMIN MONTFORT, OTTAWA, ONTARIO, K1K 0T2

MONTANT DU DON :

Nom :
Adresse :
Ville : Prov. :
CODE POSTAL :

BLOC QUÉBÉCOIS

Tous les député(e)s du Bloc Québécois sont fiers de contribuer aux efforts des francophones de l'Ontario pour sauvegarder l'Hôpital Montfort

1-900-630-5110 POUR UN DON DE 10\$

1-900-630-5125 POUR UN DON DE 25\$

1-900-630-5150 POUR UN DON DE 50\$

1-800-276-0161 POUR FAIRE UN DON AVEC UNE CARTE DE CRÉDIT OU POUR TOUT AUTRE DON

Votre don sera ajouté à votre prochain compte téléphonique. Un reçu sera émis à l'abonné.

• LES ACTUALITÉS •

Des moutons marcheront sur la colline parlementaire

LE DEVOIR

Les producteurs de moutons du Québec marcheront sur Ottawa mercredi prochain pour protester contre l'attitude du gouvernement fédéral dans le dossier de la tremblante du mouton.

Depuis janvier 1997, c'est-à-dire depuis 18 mois, plus de 11 000 moutons ont été abattus au Québec dans le cadre des mesures d'éradication de cette maladie. Pour donner un point de comparaison, 18 000 bêtes ont été sacrifiées pour la même raison entre 1945 et 1981, c'est-à-dire en 36 ans.

En somme, les mesures de contrôle ont fait plus de ravages que la maladie elle-même. La quasi-totalité des moutons abattus l'ont été à titre préventif. Un seul sujet jugé malade a parfois entraîné l'abattage de tout le troupeau.

Toutefois, les producteurs sont surtout en colère à cause de compensations inadéquates qui leur sont versées par rapport à la valeur réelle des sujets perdus. Pour la plupart des producteurs, il devient impossible de retrouver leur niveau de production initial.

En outre, les mesures de contrôle ont été appliquées différemment d'une région à l'autre et les éleveurs ont été tenus dans l'ignorance du résultat des tests de dépistage.

Bref, les producteurs ont décidé de mener le combat sur la place publique avec l'appui de leur fédération et de l'Union des producteurs agricoles. «C'est absurde. On fait porter sur les dos des producteurs le poids d'un programme de salubrité publique qui appelle clairement une responsabilité collective. Le gouvernement fédéral manque à ses responsabilités. Parions qu'il agirait tout autrement s'il s'agissait du bœuf de l'Ouest», a déclaré Laurent Pellerin, président de l'UPA.

EN BREF

Nouveaux programmes: le CSE se dissocie de l'étude de Réginald Grégoire

La présidente du Conseil supérieur de l'Éducation (CSE), Céline Saint-Pierre, a tenu hier à se dissocier d'une étude préparée par Réginald Grégoire, à la demande de l'organisme. Dans notre édition d'hier, nous faisons état des critiques sévères que ce rapport contenait, relativement aux nouveaux programmes scolaires qui doivent être progressivement mis en vigueur à compter de septembre prochain. Mme St-Pierre a rappelé que le CSE, un organisme consultatif qui fournit des avis à la ministre de l'Éducation, commandait régulièrement des études dans le cadre de ses réflexions. L'étude de M. Grégoire, un consultant en éducation, intitulée «Pour un renouvellement prometteur des programmes à l'école», ne sera pas rendue publique avant que le Conseil ne publie son second et deuxième avis sur les nouveaux programmes. Cependant, elle en a fait parvenir hier une copie à la ministre de l'Éducation, Pauline Marois, et au député libéral François Ouimet, à la demande de ces derniers.

Étude de la proposition tarifaire

La Régie rejette une requête de Gaz métropolitain à l'encontre des écologistes

Les groupes seront entendus, mais se voient imposer des limites

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
LE DEVOIR

La Régie de l'énergie a statué hier que tout débat sur les tarifs, qu'il s'agisse d'électricité ou de gaz naturel, pouvait s'inspirer de la philosophie du développement durable et tenir compte des préoccupations environnementales et sociales au même titre que des impératifs économiques.

La Régie a ainsi rejeté la requête en irrecevabilité présentée par la Société en commandite Gaz métropolitain (SCGM), qui lui demandait de refuser d'entendre les représentations faites sur ces différents thèmes par des groupes écologistes, soit le Regroupement des organismes environnementaux en environnement, le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement et le Groupe de recherche en macro-écologie.

La Régie a toutefois imposé deux limites à la preuve et aux mémoires des groupes écologistes, qui veulent se faire entendre sur la proposition de hausse tarifaire de Gaz métropolitain pour l'année 1999, même si cette compagnie entend, la même année, développer ses activités dans les milieux résidentiels.

Les commissaires André Dumais, Catherine Rudel-Tessier et François Tanguay ont ainsi adopté la position trileuse de laisser aux autres instances gouvernementales plutôt qu'à la Régie le soin de baliser, et encore de façon strictement formelle, la participation du Québec aux grands enjeux énergétiques et environnementaux internationaux, comme la lutte contre le réchauffement climatique. L'essentiel des politiques touchant les problèmes environnementaux internationaux provient de la capitale fédérale, qui encadre dans ces domaines les politiques et programmes des provinces, ce qui en amène certaines, comme le Québec, à pester contre ce cadre trop rigide...

La Régie a ainsi décidé qu'il n'était pas «nécessaire et utile à ses délibérations sur la fixation des tarifs de gaz naturel d'entendre une preuve, y compris les questions et réponses en contre-interrogatoire, sur les questions ou enjeux ne faisant pas l'objet de sanctions ou de normes législatives en vigueur, comme, par exemple, les enjeux reliés au plan de ressources du distributeur — SCGM entre autres — prévus à l'article 72 de la loi ou comme les traités internationaux touchant l'environnement, non mis en œuvre en droit interne et égale-

ment ceux mis en œuvre en droit interne, mais qui ne se raient pas vu attribuer le droit de s'appliquer à l'intérieur du Canada, comme affirmé par la Cour supérieure en 1995 dans l'affaire *Entreprise de rebuts Sanivan*».

Les groupes environnementaux et de consommateurs n'ont pas réagi officiellement à cette décision qu'ils accueillent en privé de façon mitigée.

Ils étaient satisfaits de ne pas être évincés carrément des débats tarifaires et reconnaissent l'importance de pouvoir placer leurs interventions sur les tarifs d'électricité ou du gaz sous le signe du développement durable ou de la protection de l'environnement.

Mais plusieurs se disaient inquiets de la portée d'une décision qui limite le cadre d'intervention aux «normes législatives en vigueur», comme si la Régie se refusait le droit d'une réflexion autonome en ces matières, surtout lorsqu'il n'y a pas de normes formelles, comme ce sera le cas pour le prochain dossier des petites centrales où la commission Doyon a démontré l'absence de balises et de contrôles rigoureux, un vide qui ne semble pas avoir été comblé depuis.

Loi sur les produits et les services financiers

Charest retirerait les assurances des caisses

PRESSE CANADIENNE

Québec — S'il prend le pouvoir, le chef libéral Jean Charest modifiera la Loi sur les produits et les services financiers de manière à ne pas favoriser la vente d'assurance par les caisses populaires.

Cet engagement a fait grand plaisir au Regroupement des cabinets de courtage du Québec, devant lequel il prenait la parole à Québec, hier.

«Un gouvernement du Parti libéral modifiera la loi 188 pour mettre fin à cette concurrence induite», a déclaré M. Charest devant un parterre de 300 courtiers d'assurances.

Depuis l'adoption de la loi 188 au printemps dernier, il est permis aux caisses populaires de vendre, en succursale, des produits d'assurance. Selon les assureurs, les renseignements que possède Desjardins sur sa clientèle placent le mouvement coopératif dans une situation avantageuse face aux courtiers d'assurances. Les assureurs s'arment les cheveux en voyant Desjardins faire des «ventes croisées» en combinant hypothèque, prêts personnels, assurance-vie et habitation. Hier, Jean Charest a promis de corriger la situation.

«Nous sommes très, très contents de cet engagement-là de M. Charest. Il nous donne la parité. Nous étions là avant tout le monde. Et les ventes croisées de Desjardins, c'est ça qu'on veut empêcher», a expliqué Jean-Jacques Cyr, du regroupement des courtiers.

Par ailleurs, le chef libéral a dû composer hier avec deux nuages qui ont assombri sa journée: une déclaration imprudente de son unique député de la région de Québec, Margaret Delisle, et le fait que l'un des auteurs de son programme électoral est vice-président du Canadien National, où sont prévues des mises à pied massives.

Selon Mme Delisle, un gouvernement Charest, dans sa volonté de réduire le rôle de l'État, devra livrer une «grande bataille avec les syndicats» de la fonction publique. M. Charest a dû répéter que son programme misait sur une «fonction publique efficace et compétente» qui ne subirait pas d'autre cure d'amaigrissement. Mais les propos de Mme Delisle feront certainement mal aux candidats libéraux de la région de

la Vieille Capitale. Et Jean Charest s'en est dissocié hier. «Je laisserai Mme Delisle vous dire quelle est sa vision de la grande région de la capitale», a-t-il déclaré.

Mais M. Charest n'a pas apprécié qu'on lui rappelle que l'un des auteurs du programme libéral soit un des vice-présidents du CN, Sean Finn.

«Il n'y a aucun lien entre les deux. Ils n'ont pas informé quiconque à ce que je sache. Il n'y a aucun lien entre les deux», a-t-il répété.

Il a déploré que le géant du chemin du fer affecte l'économie de Montréal en procédant à de nouvelles mises à pied. Le CN prévoit soustraire 3000 emplois à ses effectifs malgré des bénéfices d'exploitation de 387 millions de dollars pour les trois premiers mois de 1998.

Le chef libéral a par ailleurs réaffirmé son appui à la construction d'un pont entre Laval et Anjou, dans l'est de l'île de Montréal. Les entreprises SNC-Lavalin et Dessau projettent la construction d'un pont de 200 millions. Les automobilistes paieraient 2 \$ à chaque passage. «Ça va créer de l'emploi, ça va faire bouger», croit Jean Charest.

Le chef

du PLC

a promis

de corriger

la situation

trop

avantageuse

pour les

caisses

populaires

• CARRIÈRES ET PROFESSIONS •

TRADUCTEURS / TRADUCTRICES

Le Groupe La Mutuelle désire combler des postes de traducteurs/traductrices, tant de l'anglais au français que du français à l'anglais, dans son service de traduction à Waterloo (Ontario).

Fonctions :

- traduction de l'anglais vers le français, ou du français vers l'anglais, selon le poste, de textes portant sur l'assurance, les régimes de retraite, les placements, les prêts hypothécaires, la promotion commerciale, etc.

La préférence sera accordée aux candidates et candidats qui :

- possèdent deux ans d'expérience en milieu professionnel structuré
- sont membres d'une association professionnelle de traducteurs
- font preuve d'autonomie, d'esprit d'équipe et de souplesse
- connaissent Microsoft Office

Salaire concurrentiel et excellents avantages sociaux.

Veuillez envoyer votre C.V. d'ici le 30 octobre 1998 à l'attention de :

Eddy Vandebussche ou Georges Talbot

Service de traduction (01M35)

Mutuelle du Canada

227, rue King Sud

Waterloo (Ontario) N2J 4C5

Télécopieur : (519) 888-2988



Groupe La Mutuelle

Nous désirons remercier tous les candidats de leur intérêt, mais nous ne communiquerons qu'avec ceux dont la candidature sera retenue.

Avocat

Entreprise oeuvrant dans des domaines variés (communications, films, environnement, financement et autres) recherche un avocat d'au moins 4 années de pratique active dans les différents domaines du droit commercial et corporatif. La maîtrise du français et de l'anglais à l'oral et à l'écrit est absolument nécessaire.

Faire parvenir C.V. au plus tard le 30 octobre 1998 à :

Emploi Avocat, 85 ouest rue St-Paul, Suite 500,
Montréal (Québec),
H2Y 3V4;
télécopieur: (514) 847-1125



Université d'Ottawa :
École d'Ingénierie et de
technologie de l'information

L'École d'ingénierie et de technologie de l'information (ÉITI) cherche à combler des postes de professeurs à temps plein, agrégé(s) ou adjoint(s), postes menant à la permanence. L'École comprend les domaines de génie informatique, de science informatique, de génie du logiciel, et de génie électrique. D'intérêt particulier seront les candidats avec expertise en architecture des ordinateurs, systèmes d'exploitation, bases de données, architecture de logiciel, élaboration de logiciel, méthodologies de développement de logiciel, système répartis, technologie de l'internet, communications optiques et sans fils, électroniques, systèmes et contrôle, et informatique biomédicale.

Préférence est accordée aux détenteurs d'un doctorat en science informatique, en génie informatique, en génie électrique ou dans toute discipline connexe, ainsi qu'aux candidats pouvant démontrer un fort potentiel en recherche et d'excellentes aptitudes en pédagogie. Le statut et la rémunération seront établis en fonction des titres de compétence de la personne choisie.

Le bilinguisme (français et anglais) et l'admissibilité à l'ordre des ingénieurs professionnels de l'Ontario constituent des atouts pour ces postes.

L'École compte présentement 1507 étudiants au 1er cycle, 267 étudiants diplômés et 41 professeurs et offre des programmes complets de baccalauréat, de maîtrise et de doctorat en génie informatique, génie électrique, génie du logiciel, et science informatique. L'Université offre d'excellentes occasions de collaboration avec l'industrie des technologies de pointe. Elle se situe au cœur de la capitale canadienne, région métropolitaine d'un million d'habitants reconnue pour la qualité de ses institutions culturelles et récréatives.

L'examen des candidatures se poursuivra jusqu'à ce que les postes soient comblés. La date (négociable) d'entrée en fonction sera le 1er janvier 1999 ou le 1er juillet 1999. Toute demande, accompagnée d'un curriculum vitae et des noms et adresses de trois références, doit être expédiée à l'adresse suivante:

Directeur,
École d'ingénierie et de technologie de l'information,
Faculté de génie,
150, rue Louis Pasteur, Ottawa (Ontario) K1N 6N5.

Ces postes sont assujettis aux approbations budgétaires. L'Université d'Ottawa pratique l'équité en matière d'emploi et invite toutes personnes qualifiées, y compris les minorités visibles, les autochtones et les personnes handicapées, à postuler. Les femmes sont fortement encouragées à poser leur candidature.

Rédacteur/réviseur

Communimed, une entreprise de communication médicale innovatrice, est actuellement à la recherche d'un(e) rédacteur(trice)/réviseur(e).

À titre de membre de notre dynamique équipe de rédaction, vous serez appelé(e) à rédiger et à réviser des textes de nature très variée, notamment du matériel de formation à l'intention des patients et des programmes de formation continue destinés aux pharmaciens.

Vous avez de l'expérience en révision, une formation dans le domaine de la rédaction de même qu'une formation ou de l'expérience en sciences de la santé ou en pharmacie.

Vous avez une excellente connaissance du français, rédigez avec aisance et êtes capable de travailler de façon très efficace. Vous aimez le contact avec les clients, les professionnels de la santé et vos collègues de travail. De plus, vous vous exprimez sans difficulté dans les deux langues officielles.

Communimed offre un salaire concurrentiel et une gamme complète d'avantages sociaux. Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae accompagné de textes que vous avez rédigés aux responsables de la rédaction avant le 6 novembre 1998.

Communimed

1255, avenue Greene, 5^e étage, Westmount, Québec H3A 2A4

Télécopieur: (514) 931-0877

LE DEVOIR

Offre d'emploi

CONSEILLER(ÈRE) PUBLICITAIRE

Le journal LE DEVOIR est à la recherche d'un conseiller(ère) publicitaire pour le secteur tourisme & détail.

Profil général de la personne recherchée:

Le conseiller publicitaire analyse le marché auquel il est lié. Il est stratégique envers les annonceurs réguliers et potentiels, étudie et comprend leur plan de mise en marché, leurs produits, leur concurrence.

Possédant d'excellentes qualités en communication verbale et écrite, c'est une personne flexible et habile qui vent intelligemment. Il sera dynamique, motivé et aimant relever des défis. Son esprit d'entrepreneuriat lui a valu de bons succès antérieurs.

En retour Le Devoir offre une opportunité de carrière stimulante dans un environnement de travail très motivant.

Formation académique

Posséder une formation de niveau universitaire jumelée à une expérience de travail (minimum de deux ans), en vente publicitaire de préférence.

Toute personne intéressée doit faire parvenir son curriculum vitae au service des ressources humaines, avant le 27 octobre 1997, au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Qc H3A 3M9, ou par télécopieur au (514) 985-3330.

Le poste est ouvert aux hommes et aux femmes, l'utilisation du masculin sert à simplifier l'annonce. Toutes les demandes seront traitées confidentiellement. Nous communiquerons seulement avec les personnes retenues pour une entrevue.



RÉDACTEUR(TRICE) EN CHEF

LE MAGAZINE NATIONAL
DE L'ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN

Se rapportant au directeur principal des Communications, le(la) rédacteur(trice) en chef joue un rôle de premier plan dans l'élaboration du contenu du magazine bilingue *National* de l'Association. À titre de directeur(trice) de l'équipe de rédaction, le(la) candidat(e) choisi(e) est responsable du contenu rédactionnel, veille au respect des normes les plus élevées sur le plan du journalisme et du graphisme et doit travailler en étroite collaboration avec l'équipe de rédaction, un comité bénévole de rédaction et des partenaires chargés de la production et de la publicité. Le(la) candidat(e) choisi(e), doté(e) d'une formation en droit et d'une expérience de travail en journalisme, rédigera des articles pour le magazine et fera preuve de créativité au sein d'un environnement de professionnel(le)s en droit.

L'Association du Barreau canadien est une organisation professionnelle qui représente 35 000 avocat(e)s, juges, notaires, professeur(e)s et étudiant(e)s en droit. La candidate ou le candidat choisi(e) travaillera au bureau national de l'ABC, à Ottawa, et démontrera des aptitudes pour le travail d'équipe, avec le désir d'oeuvrer dans un milieu dynamique où se côtoient le droit, les politiques, les communications et le bénévolat. Le bilinguisme est un atout certain. Le(la) candidat(e) excellera en matière de communications écrites et verbales.

Les candidat(e)s qualifié(s) sont invité(s) à soumettre d'ici le 4 novembre 1998 leur curriculum vitae en toute confidentialité au Comité de sélection, Association du Barreau canadien, 50, rue O'Connor, bureau 902, Ottawa (Ontario) K1P 6L2. Télécopieur: (613) 237-0185.

LE DEVOIR

POLITIQUE

Un baume pour Mulroney

L'ancien premier ministre a été décoré hier de l'ordre du Canada, en même temps que Maurice Richard et Jean Béliveau

HUGUETTE YOUNG
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — En même temps que les géants du hockey Maurice (Rocket) Richard et Jean Béliveau, l'ancien premier ministre Brian Mulroney a été décoré hier du plus grand mérite de l'ordre du Canada.

Il a reçu l'insigne du compagnon de l'ordre des mains du Gouverneur général, Roméo LeBlanc, au cours d'une cérémonie haute en couleurs à Rideau Hall, la résidence officielle du Gouverneur général.

Tous les yeux étaient rivés sur l'ex-premier ministre Mulroney.

M. Mulroney a accepté cette distinction le sourire aux lèvres, sous le regard admiratif de son épouse Mila et de ses quatre enfants.

L'ancien premier ministre conservateur prend sa place dans l'histoire aux côtés des ex-premiers ministres John Turner, Joe Clark, Lester B. Pearson, Louis Saint-Laurent et Pierre Trudeau, qui ont tous eu cet honneur. Il a été applaudi chaleureusement par une foule accueillante de dignitaires.

«Il en est très honoré», a précisé une porte-parole de M. Mulroney, la sénatrice Marjory LeBreton.

M. Mulroney avait accordé quelques entrevues à des quotidiens au cours des derniers jours, mais il a annulé un point de presse prévu en fin de journée hier.

Selon Mme LeBreton, cet honneur rend justice à l'héritage qu'il a laissé.

«Ses politiques ont été presque imitées au mot près par le gouvernement actuel», a-t-elle avancé à l'issue de la cérémonie.

Elle a ajouté que l'attitude du public envers M. Mulroney avait été négative en raison de l'enquête sur l'affaire d'Airbus, une période «très

troublante pour lui et sa famille». «C'était une période très difficile mais la page est maintenant tournée. Cet honneur incitera les Canadiens à examiner objectivement son règne comme premier ministre, a-t-elle ajouté. Et les Canadiens, qui sont d'habitude objectifs et justes, vont voir M. Mulroney pour ce qu'il était, un grand homme et un grand premier ministre.»

En lui remettant l'insigne du compagnon de l'ordre, M. LeBlanc a noté les nombreuses réalisations de M. Mulroney, notamment, l'aboutissement de l'accord canado-américain de libre-échange et l'ALENA, l'accord multilatéral de libre-échange avec les États-Unis et le Mexique, sans oublier sa lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud.

Héros du hockey

À leur tour, les héros du hockey canadien, Maurice Richard et Jean Béliveau, ont accepté fièrement l'insigne de l'ordre du compagnon.

«C'est la plus grande décoration civile que nous avons au Canada, et de faire partie d'un groupe aussi illustre, l'ordre, et aujourd'hui la distinction de compagnon, j'en suis extrêmement honoré», a expliqué M. Béliveau par la suite aux journalistes.

Il en retiendra un souvenir très spécial. «Je l'interprète comme un genre de couronnement de ma carrière autant sur la glace qu'à l'extérieur», a-t-il lancé avec joie, heureux d'être décoré en même temps que Maurice Richard, «son vieux compagnon de route» et M. Mulroney.

«Je suis extrêmement heureux d'être en leur compagnie», a-t-il dit.

M. Béliveau a expliqué hier qu'il avait repoussé des offres pour se lancer en politique parce qu'il préférerait œuvrer auprès des jeunes.



Brian Mulroney a accepté sa décoration avec une vive satisfaction.

JIM YOUNG REUTERS

La romancière québécoise Arlette Cousture, auteure notamment des *Filles de Caleb*, «la romancière québécoise la plus lue de toute la Francophonie», et l'infirmière-coopérante Élisabeth Carrier ont également été honorées du titre d'officier de l'ordre du Canada.

Charest dit déplorer l'esclandre de mercredi

Le chef du PLQ juge que Sirros a bien fait de présenter ses excuses

MICHEL HÉBERT
PRESSE CANADIENNE

Québec — Le chef libéral Jean Charest déploré l'esclandre provoqué à l'Assemblée nationale mercredi par un de ses députés, Christos Sirros, qui, par une remarque déplacée, a insulté le ministre des Finances, Bernard Landry, et son épouse, Lorraine Laporte.

«M. Sirros a présenté ses excuses. Je pense qu'il a bien fait de le faire. Ce sont des événements regrettables. Et aujourd'hui, je voudrais profiter de l'occasion pour dire à Mme et M. Landry et à sa famille, qu'on lui souhaite une convalescence rapide», a dit M. Charest lors d'un point de presse à Québec, hier.

Mercredi, lors d'un échange vigoureux portant sur le dossier de la santé, et plus précisément sur le traitement du cancer du sein, le député Sirros a crié à l'endroit de Bernard Landry: «Et si c'était ta femme.» Cela laissait entendre qu'elle n'aurait pas à attendre sur une liste d'attente pour subir un traitement. Or, l'épouse de M. Landry est juste-

ment atteinte d'un cancer.

Outre, le ministre des Finances a bondi. Les banquettes des deux côtés de la Chambre se sont vidées. Les insultes ont fusé. Certains députés en sont presque venus aux coups. A quelques jours du déclenchement des élections générales, cet esclandre a fait réfléchir le chef libéral, qui a rencontré le député Sirros pour avoir sa version des faits. Sur les réseaux de télévision, hier, le député libéral continuait de dire qu'il ne savait pas que Mme Landry était malade et qu'il avait lancé cette remarque à Bernard Landry au «sens général».

«Au moment où on aborde une campagne électorale, cet épisode-là nous rappellera que nos familles sont souvent entraînées dans le vortex politique bien malgré elles; je suis très sensible à ça», a dit M. Charest en espérant que la campagne prochaine ne donnera pas lieu à des incursions dans la vie privée.

«Alors, à l'épouse M. Landry, et à sa famille, on ne leur souhaite que du bon, du mieux et surtout un rétablissement rapide», a-t-il conclu.

EN BREF

Appui des Innus

(Le Devoir) — Les Innus de la Basse-Côte-Nord ont annoncé hier qu'ils supportent l'opposition du Comité de citoyens du Val Saint-François à la construction d'une ligne de transmission de 735 Kv par Hydro Québec entre les postes Hertel et Des Cantons. Une délégation de Mamit Innuat marchera avec les citoyens du village de Melbourne, en Estrie, ont ajouté les Innus, en signe de soli-

darité et pour exprimer leur inquiétude à l'égard des futurs projets d'Hydro Québec dans leur propre région. «Nous comprenons les citoyens de Val-Saint-François qui sont victimes des agissements d'Hydro-Québec», a affirmé le porte-parole des Innus de Mamit Innuat, Guy Bellefleur, dans un communiqué envoyé à la presse. Ce dernier agit toujours en roi et maître partout où il cible des rivières et des territoires pour ses plans énergétiques.»

Programme économique

L'ADQ mise sur les technologies de l'information

LIA LEVESQUE
PRESSE CANADIENNE

Le programme économique de l'Action démocratique sera axé sur l'économie du savoir et l'utilisation des technologies de l'information, non seulement dans les grandes villes, mais dans chaque région du Québec.

Le chef de l'ADQ Mario Dumont rencontrait la presse, hier à Montréal, pour exposer les grandes lignes de son programme économique et critiquer celui de ses adversaires.

M. Dumont concède que le gouvernement du Parti québécois a favorisé l'implantation d'entreprises du multimédia par des crédits d'impôt, mais pas assez et pas assez vite. «Il faut al-

ler beaucoup plus loin et beaucoup plus vite», opine M. Dumont.

L'ADQ veut investir davantage dans la recherche et le développement technologique et offrir des baisses d'impôt «pour que nos meilleurs cerveaux restent chez nous». Il veut aussi que les universités développent davantage ces créneaux prometteurs.

L'économie du savoir, «c'est l'affaire de tout le Québec» et pas seulement d'un quartier de Montréal où l'on concentre les entreprises du multimédia, soulignait M. Dumont. «Toutes les politiques du gouvernement doivent passer par les nouvelles techno-

logies de l'information, par l'économie du savoir», estime le chef de l'Action démocratique, qui veut mettre à contribution les Centres locaux de développement.

Le programme économique de l'Action démocratique prévoit aussi la fin de ce que Mario Dumont appelle «les machines à papiers», ces organismes qui selon lui ne produisent rien d'autre que du papier, des rapports qui sont remisés sur les tablettes.

M. Dumont parle de «plus d'une cinquantaine d'organismes dont on pense que la nécessité, aujourd'hui, n'est plus là». Il cite «tous les conseils avisés» du gouvernement. Il

pointe aussi du doigt les ministères de la Famille et de la Métropole, des structures créées selon lui pour compenser le fait que le gouvernement n'a rien fait pour la métropole et n'a pas assez fait pour les familles.

Le programme économique de l'Action démocratique prévoit aussi que l'on commence à rembourser la dette, après avoir anéanti le déficit. M. Dumont croit qu'il est irresponsable de «recommencer le party» en créant des organismes et des programmes ou en promettant des réductions d'impôt à l'aveuglette.

Les engagements économiques de l'Action démocratique seront dévoilés dès les premiers jours de la campagne électorale, a souligné M. Dumont.



Mario Dumont



Ylva de Laurier

La lumière, c'est l'ambiance !

Service de confection ou de recouvrement d'abat-jour



Transformation d'objets choisis en lampe

Réparation de lampes et de la porcelaine

Grand choix de lampes et d'abat-jour exclusifs

Tout objet se transforme en lampe!

1493 av. Laurier Est Tél. : (514) 527-9090

Abuser de nos installateurs est recommandé

Livraison et installation gratuites

POLITIQUE

Congrès au leadership du Parti conservateur du Canada

La nervosité s'installe dans le clan Clark
Le nouveau chef du PC sera-t-il élu dès le premier tour?

HUGUETTE YOUNG
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Sans éclat, la course à la direction du Parti conservateur du Canada sera un véritable jeu de devinette.

L'ancien premier ministre Joe Clark, que tous les sondages donnaient gagnant, pourra-t-il remporter la victoire dès samedi au premier tour de scrutin?

Ses partisans, qui croyaient qu'il pouvait gagner les yeux fermés, sont moins confiants. La présence de cinq candidats a complètement brouillé les cartes, admet-on.

«On travaille fort pour que ça passe samedi, mais on n'a pas le contrôle, reconnaît la coprésidente de la campagne de M. Clark au Québec, la députée conservatrice de Shefford, Diane St-Jacques. On souhaite que ça soit terminé, mais si jamais on est obligé d'aller à un deuxième tour, on ira, on n'aura pas le choix.»

Pour remporter l'élection au premier tour samedi, M. Clark devra récolter 50 % plus un des voix exprimées (tous les membres du parti ayant droit de vote). S'il n'atteint pas ce seuil, il y aura un deuxième tour le 14 novembre.

Chaque circonscription pourra un maximum de 100 points à un candidat donné. Pour gagner, il faudra donc être présent dans le plus grand nombre de circonscrip-

tions possible. À ce titre, M. Clark, un Albertain bilingue connu qui aurait des appuis à la grandeur du pays, aurait un net avantage, laisse entendre son entourage.

Premier ministre pendant un court règne de neuf mois, M. Clark tente l'un des plus gros retours en politique de l'histoire du pays.

En s'inspirant du projet d'entente entre les provinces sur l'union sociale, il cherche à créer un «véritable partenariat fédéral-provincial» en ce qui concerne l'élaboration des politiques, la prise des décisions et la gestion de l'union économique et sociale.

Son opposant principal, Hugh Segal, fin stratège conservateur et ex-chef de cabinet du premier ministre Brian Mulroney, joue le tout pour le tout.

Bon deuxième dans les sondages, il croit que le camp Clark a plafonné et qu'il peut prendre la première place au deuxième tour. Ex-organisateur de la «Big Blue Machine» de l'ancien premier ministre ontarien Bill Davis, M. Segal jouit d'une solide organisation, surtout en Ontario où la bataille sera chaude.

Plus à droite que M. Clark, M. Segal promet des réductions d'impôt généreuses, un financement stable pour la santé et un programme de soins à domicile, de même qu'un programme de lutte contre la pauvreté.

L'avocat montréalais Michael Fortier, un militant

conservateur de longue date, cible le Québec et la Colombie-Britannique. Il cherche à ramener au bercail des conservateurs passés aux réformistes. Prônant le dialogue avec les réformistes, M. Fortier est le seul à dire qu'il assistera à la conférence de la droite pour trouver une solution de rechange aux libéraux en février à Ottawa. Il croit qu'il terminera deuxième au Québec, après Hugh Segal.

Pour sa part, l'ex-ministre manitobain Brian Pallister, un conservateur «bleu», a mené une campagne de fortune avec une poignée de bénévoles.

Candidat conservateur défilait aux élections de 1997, cet unilingue qui apprend le français prône un retour aux vraies valeurs conservatrices. Il reconnaît qu'il est moins connu que MM. Clark et Segal et que ses appuis ne sont «pas fantastiques» au Québec.

Dans l'Ouest, David Orchard, un agriculteur opposé au libre-échange, serait fort en Colombie-Britannique. Ses appuis seraient difficiles à mesurer dans les autres provinces.

Cette course au leadership pourrait facilement tomber dans l'oubli. Mais c'est l'avenir d'un parti qui se joue. Ce parti pourra-t-il renaitre de ses cendres ou devra-t-il se joindre aux réformistes pour renverser les libéraux de Jean Chrétien?

Cela semble peu probable avec Joe Clark ou Hugh Segal à la tête du parti, deux candidats très réfractaires à cette idée.

Bouchard lance une invitation à Parizeau

PRESSE CANADIENNE

Québec — Jacques Parizeau «sera le bienvenu» s'il désire intervenir pendant la campagne électorale, a affirmé hier le premier ministre du Québec, Lucien Bouchard.

Cette parole de réconciliation est survenue une journée après que l'ex-premier ministre Parizeau, apparu à Radio-Canada, eut donné son appui à Lucien Bouchard.

Il y a un mois, des divergences étaient apparues entre les deux hommes, M. Parizeau blâmant son successeur pour avoir mis des bâtons dans la roue d'un éventuel référendum lors du prochain mandat du Parti québécois.

Mais M. Bouchard a décidé de mettre l'accent sur la souveraineté tout au long de la campagne et cette position a fait dire à Jacques Parizeau que «le terrain est tout à fait nettoyé pour une bonne campagne électorale».

M. Bouchard est d'ailleurs sorti hier de son texte écrit pour prononcer un plaidoyer souverainiste devant les étudiants de l'Université Laval.

«Il faut comme Québécois assumer toutes nos responsabilités à la fin de ce grand parcours qui nous mène de façon inéluctable à un Québec souverain, celui pour lequel nous travaillons», a dit M. Bouchard aux étudiants qui l'ont chaleureusement applaudi.

Téléphone: 985-3322

LES PETITES ANNONCES

Télécopieur: 985-3340

I • N • D • E • X
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

- 100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
100 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
300 • 399 MARCHANDISES
400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
600 • 699 VÉHICULES

LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI
DE 8H30 À 17H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 985-3322
Télécopieur: 985-3340

Conditions de paiement: cartes de crédit
AMERICAN EXPRESS, MasterCard, VISA

103
CONDOMINIUMS
CO-PROPRIÉTÉS

Fatigué du pont Champlain?
Iles des S., 5 min. de Mt. St. Charles, foyer + 2
stat. 129.000\$. 765-0085.

OCASION UNIQUE! RUE ST-MATHIEU
Condo 3 1/2, imm. neuf, 2 s.bain, tr.
grand, 1 100 p.c., 78.000\$ nég.
(416)783-4109

PRES CARRÉ ST-LOUIS Attrayant
condo, murs briques, terrasse, 2 c.c., rez-
de-ch. + entresol, 1 000 p.c., 76.000\$.
284-3197

115
EXTÉRIEUR DE MONTRÉAL

A 35 MIN. MTL. MONT-ST-GREGOIRE
dans montagne, petite maison 3 c. à c., 2
s.b. terrain 15 000 p.c., boisé, gazebo,
grille terrasse. Beaucoup d'inclus. Idéal
couple cherchant endroit tr. paisible. 107
000\$. (450)358-4070.

LAC ST-JEAN, belle maison de
campagne. Ensoleillée, très grandes
pièces, verrière. Environnement calme et
unique. Prox. du Lac St-Jean et centre
de ski. (514)932-6560.

BELLE GRANDE MAISON DE
CAMPAGNE. Entièrement rénovée,
jardins de vivaces. Prox. d'un lac.
(819)845-2505, (514)489-4795.

121
CANTONS DE L'EST

KNOWLTON - 10 min. autoroute 10,
condo sur lac Brome. Spacieux, clair, r-
de-ch., stat., golf, tennis, pisc., marina.
100.000\$. (450)243-4223.

SUTTON. Un paradis. Maison constr. 2
ans, lac artificiel, gr. terrain boisé 95
acres. Plantation pins + épinettes.
(450)538-8493

PARIS. Nation, Xlle, 3 pcs + cuis. + s. de
b., 44 m.c. 5e sans asc., clair, vue
nord-sud dégagée, int. et ext. restaurés.
Près les services, métro, RER 270-4954

160
APPARTEMENTS-LOGEMENTS À
LOUER

METRO ST-MICHEL 3649 Jean-Talon
est. #4, 3 1/2 rénové, 2b, poêle/frigo,
entr. lav.séch., 315\$. 521-6250, 629-
9097

OUTREMONT. 1385 Bernard/Wiseman.
5 1/2, 3 c.c. fermés, tout meublé et
équipé. Nov. 600\$ chauffé. 271-4168.

PLATEAU. Rue Boyer, rez-de-ch. 6 1/2
rénové, meublé, t. équipé, 3 c.c., jardin.
15 déc. au 15 juin, 1.300\$/mois. t.
compris. 523-2561.

170
HORS-FRONTIÈRES
À LOUER

FAYENCE (FRANCE) Charmant appart.
3 1/2, village provençal, vue
panoramique vallée + montagne de
l'Estrel. Prox. Cannes + Nice.
450\$/sem. ou moins. (450)479-6147.

LA FRANCE AUTREMENT:
Vaste choix de maisons, gîtes ruraux et
appartements à louer dans la plupart des
régions françaises. Jean-Claude Dubord
au (514) 766-4630 pour Voyages
Quorum.

POMPANO BEACH
Cypress Bend, condo de luxe, ler
plancher avec patio ext. 2 c.c., 2 s. de b.,
10 jan. au 10 avril 99, 1.700\$/US/mois.
386-3968.

175
MAISONS DE CAMPAGNE
À LOUER

CHARLEVOIX. St-Irénée, magnifique
maison à 50 pieds du fleuve. Terrain,
terrasse. Tranquillité. Wind. sem., mois.
(418)452-8264 (soir).

ESTRIE (RACINE). Grande maison,
beau terrain, nousseau, tranquille, 2 c.c.,
foyer, lave-vaiss., 480\$/mois non-chauffé.
Nov. à avril. 270-6583.

ESTRIE, pour amants de la nature.
Maison de campagne meublée, 2 c.c.,
site paisible et panoramique dans boisé.
Près centre de ski à Tiro de Mt. Saisons.
(450)799-5431.

260
ESPACES INDUSTRIELS
À LOUER

VERCHÈRES
Opportunité exceptionnelle à ne pas
manquer! Jusqu'à 36.000 p.c. Pas de
taxes d'affaires. 20 min. pont-tunnel
prox. aut. 30. 1.95\$ le p.c. Contactez
Dany (450)583-5574.

ACHETONS TABLEAUX ORIGINAUX
de N. Hudson, M.-A. Fortin, A. Rousseau,
Suzor-Coté, L. Ayotte et autres peintres
renommés. 466-8920.

TABLEAUX D'ART À VENDRE
SUCCESION
(450)537-8277

501
OCCASIONS D'AFFAIRES

INVESTISSEURS(ES) DEMANDÉS(ES)
300,000\$
Un peu fou comme nous. Pour récent
CENTRE DE SANTÉ en Beauce.
Merveilleux dans la nature. Urgent. Sor.
(418)228-1804

ANGLAIS INTENSIF Maltrise McGill.
1990, privé, semi-privé. 849-5484.

ATELIER D'ÉCRITURE avec Sylvie
Massicotte, auteure. Info: (514)522-
1429.

599
MESSAGES

HOMME 67 a., cherche un mécène. Réal
Lalonde. 254-6559

695
AUTOMOBILES

NEON '95, 4 portes, excellente cond.,
anti-démarr. rouge, anti-rouille.
7.300\$. Jody, (514)937-3960.

530
COURS

PONTIAC Sunbird, 91, toute équipée,
mécanique bon état. Bas millage.
4.500\$. 342-6627.

546
CARTOMANCIE, ASTROLOGIE

SADOU, médium & clairvoyant africain.
Satisfaction garantie, résultats rapides.
342-3763.

565
RESTAURATION DE MEUBLES

A-1 décapage meubles. 30 ans de
métier. Finitions laque ou ciré d'abeille.
Expert. 722-1285.

575
DÉMÉNAGEMENTS

ARTISAN - DÉMÉNAGEUR
Courtois, ponctuel, attentionné
VINCENT SCALLON, 946-9553

597
RENCONTRES

EUROPEEN, 62, prof. Univ. cherche
compagne sensible et chère pour
discussion. But marcher dans la nature,
sortir de la prison de la vie seule. Dossier
#525, Le Devoir, 2050 de Bleury, 9e
étage, Montréal, H3A 3M9.

Investissez dans la vie

1 800 567-ACDM

Association Canadienne de la
Dystrophie Musculaire

Donner, c'est leur redonner espoir

AVIS
À TOUS NOS ANNONCEURS

Veillez, s'il-vous-plaît, prendre
connaissance de votre annonce et
nous signaler immédiatement toute
anomalie qui s'y serait glissée.

LE DEVOIR ne sera pas responsable
des erreurs répétées.
Merci de votre attention.

MOTS CROISÉS

Grid for crossword puzzle with numbers 1-12.

HORIZONTALEMENT

- 1- Contemporain.
2- Ensemble de per-
sonnes.
3- Carcinome.
4- Scrophite des
mousses.
5- Commandement.
6- Groupe de spo-
ranges.
7- Parapluie.
8- Roi de Juda.
9- Milieu des
volours.
10- Erbium.
11- Pierre fine.
12- Monde
physique.
13- Éralfe.
14- Thallium.
15- Turlupina.
16- Aveuglé.
17- Moly.
18- Anions.
19- Maillot de
bain.
20- Chair des noix
vertes.
21- Iridium.
22- Eau de la mer.
23- Hydrocarbure benzé-
nique.

VERTICALEMENT

- 1- Porteuse d'une lettre.
2- Cobalt.
3- Objecter.
4- Tableau panoramique
sur toile.
5- Individu.
6- Lettre grecque.
7- Gazon.
8- Qui appartient aux
Noirs.
9- Cham-
pion.
10- Détourner.
11- Cible.
12- Plus bas.
13- Mois.
14- Voilier.
15- Apérentif.
16- Éminence.
17- Relatif à l'os cubital.
18- Désoler.
19- Soutien
du navire.
20- Hormone.

Solution d'hier
COUSTURE DON
RINGER NOBE
OSTERUPOLU
MILITARE SB
OVALI SEMMO
REMERCIATION
NORALLINE AN
EMUGENTIANE
ETHERIEM
LEVEUR OSLOE
TILGILITENON
NEZELDERICT

Propriétaires!

Logement à louer?
Propriété à vendre?

975\$*

*3 lignes, 35¢ par ligne supplémentaire.
Samedi seulement: 20% de plus.

Heure de tombée: 14h30 tous les jours

985-3322

Communiquez avec un conseiller publicitaire dès maintenant
Différents forfaits disponibles.

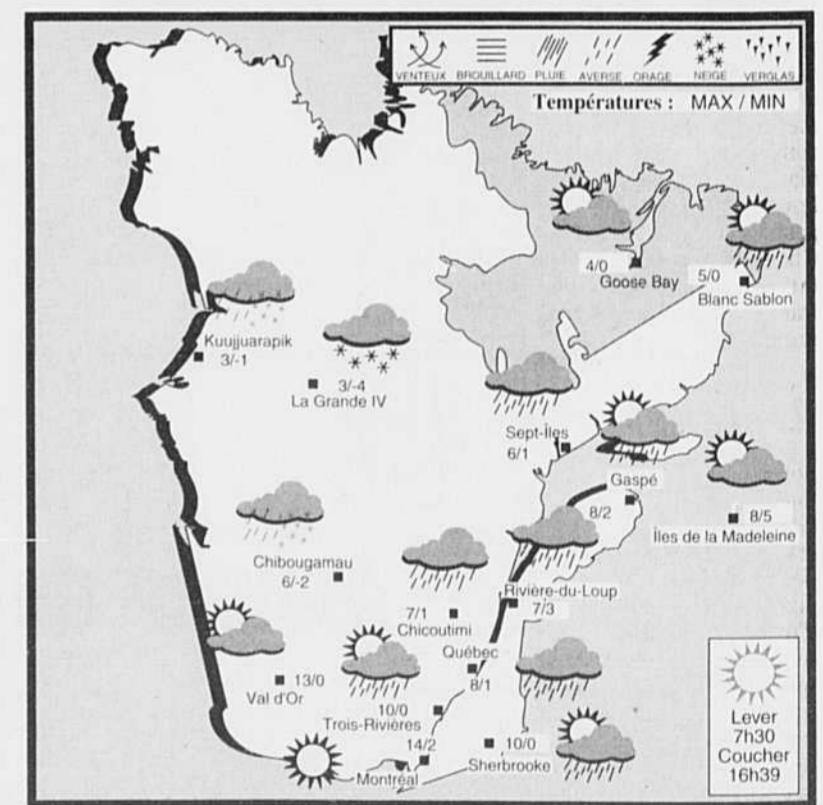
LE DEVOIR



Advertisement for 'main-forte' with a thermometer graphic showing 32 200 000 \$ and 16 561 621 \$.

LA MÉTÉO D'ENVIRONNEMENT CANADA

Weather forecast table for Montreal showing conditions for today, tonight, Saturday, Sunday, and Monday.



Weather forecast table for Québec showing conditions for today, tonight, Saturday, Sunday, and Monday.

Weather forecast table for Ottawa showing conditions for today, tonight, Saturday, Sunday, and Monday.

Météo-Conseil 1 900 565-4455
Frais applicables
La météo à la source

LE DEVOIR

LE MONDE

Les ventes d'armes sont à la hausse

Washington, premier fournisseur d'armement au monde

AGENCE FRANCE-PRESSE

Londres — Les ventes d'armes internationales gonflées notamment par les commandes du Moyen-Orient ont progressé pour la troisième année consécutive en 1997, avec un bond de 12 %, relève l'Institut international d'études stratégiques (IISS) dans son bilan annuel hier sur l'équilibre des forces dans le monde.

Mais cette tendance qui laissait présager une sortie de la déprime de l'après-guerre froide pourrait se ralentir sérieusement en 1998 en raison notamment du contre-coup de la crise asiatique qui a contraint nombre de pays de la région à réviser leurs budgets de défense à la baisse.

Le montant global des transactions internationales était estimé fin 1997 à 46 milliards de dollars, un chiffre qui ne représente qu'environ la moitié des montants enregistrés à la fin des années fastes de la décennie 80, rapporte toutefois l'Institut.

La principale raison de la hausse de 1997 tient aux commandes massives passées par plusieurs États du Golfe, au lendemain de la guerre contre l'Irak.

Le Moyen-Orient demeure le premier marché régional au monde, avec des besoins en systèmes sophistiqués, et la tendance à la hausse devrait se poursuivre en 1998 en dépit de la baisse des revenus pétroliers. Grâce notamment au nouveau «contrat du siècle» passé les Émirats arabes unis qui prendront livraison en 1998 de 80 F16 américains.

En 1997 néanmoins, l'Arabie saoudite a confirmé sa position de premier client au monde avec des achats d'avions de combat et de matériels divers totalisant 11 milliards de dollars. Au nombre des pays augmentant leur budget militaire figure l'Algérie en proie à la guerre civile et l'Irak qui multiplie pourtant ses propres programmes extrêmement coûteux de fabrication d'armements.

Mais la croissance résulte aussi d'acquisitions massives d'équipements militaires en Asie orientale, où tous les records ont été battus en 1997 avec un chiffre double de celui enregistré en 1994. Taïwan a contribué pour l'essentiel à cette envolée, avec l'acquisition d'avions de combat américains et français pour une valeur estimée à sept milliards de dollars.

Bien qu'à un moindre degré, plusieurs pays d'Asie du Sud, d'Amérique latine et sub-sahariens ont participé à la hausse. En exportant pour 21 milliards de dollars de matériel au cours de l'année, les États-Unis ont conforté leur position de premier fournisseur d'armement au monde, avec 45 % des parts de marché. La Grande-Bretagne (+ 5 %, pour atteindre 8,6 M USD), la France (+ 26 %, à 7,4 M USD) et Israël (+12 % à 1,5 M USD) ont augmenté leurs recettes, contrairement à la Russie dont les exportations ont chuté de 3,6 % pour plafonner à 2,5 M USD.

La contre-performance russe s'explique par les défits de pays tels que la Chine ou l'Indonésie qui ont été contraints de différer ou d'annuler des commandes. Elle résulte aussi de la concurrence de plus en plus vive faite à Moscou par ses anciens pays satellites, tels l'Ukraine et le Bélarus.

L'IISS note que les dépenses totales de défense des pays membres de l'OTAN — à l'exception notable des deux rivaux grecs et turcs — ont continué en revanche de diminuer au cours de l'année, cette fois de 9 %, pour plafonner à 173 M USD constants.

Le marché latino-américain, qui demeure l'un des plus modestes, n'a pas moins confirmé en 1997 son décollage, avec des dépenses dans le domaine de la défense évaluées à 33 M USD à la hausse dans des pays tels que le Brésil, le Mexique, la Colombie et le Pérou.

EN BREF

Appel en faveur de Mumia Abu-Jamal

New York (AFP) — Plus de deux cents personnalités et organisations internationales, dont le prix Nobel de la paix Desmond Tutu, ont appelé hier à un nouveau procès pour le condamné à mort américain Mumia Abu-Jamal, dans une pleine page de publicité dans le *New York Times*. «*A moins que Mumia Abu-Jamal ait un nouveau procès, la justice ne sera pas rendue*», affirmait ces personnalités. Mumia Abu-Jamal est un journaliste noir de 44 ans, ancien membre du mouvement radical des Black Panthers, condamné à mort en 1982 pour le meurtre d'un policier blanc de Philadelphie. Parmi les signataires de cet appel figurent outre l'archevêque sud-africain Desmond Tutu, le pasteur américain Jesse Jackson, le prix Nobel Owen Chamberlain, Angela Davis, un juge de la Cour suprême du Danemark Per Walsøe, ainsi que les parlementaires français Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, et diverses organisations hostiles à la peine de mort.

Enquête sur un syndrome

Londres (AFP) — Le gouvernement britannique a ouvert une nouvelle enquête sur le syndrome de la guerre du Golfe, en envoyant à 100 000 militaires et anciennes recrues un questionnaire pour tenter d'évaluer l'ampleur des troubles qui ont frappé les vétérans du conflit. Comme aux États-Unis et au Canada, les vétérans se plaignent d'une perte de poids et de mémoire, d'une fatigue chronique, de vertiges, d'une difficulté à se concentrer ainsi que de dépression, qu'ils attribuent à une série de vaccins qui étaient destinés à les protéger des armes chimiques et bactériologiques de Saddam Hussein. Selon le ministère de la Défense, près de 2 000 plaintes pourraient être déposées réclamant des dommages et intérêts aux autorités britanniques. La nouvelle enquête ouverte par le ministère de la Défense, qui s'ajoute à deux autres en cours, va tenter de comparer l'état de santé des vétérans à celui des militaires qui ne sont pas allés dans le Golfe.

Destitution d'un orangiste

Portadown (AFP) — Le chef de l'ordre protestant d'Orange à Portadown, responsable d'un regain de tension intercommunautaire l'été dernier en Irlande du Nord, a été destitué hier après avoir rejeté un appel au compromis émanant de la plus haute autorité protestante de la province. David Jones a été démis de ses fonctions quelques heures seulement après avoir adressé une fin de non-recevoir à l'appel de l'archevêque Robin Eames lui demandant de mettre fin au siège de Portadown. Une poignée d'irréductibles orangistes protestent depuis la mi-juillet contre l'interdiction qui leur a été faite de défiler à Drumcree, un quartier catholique de la ville à majorité protestante du centre de l'Ulster.

Le déploiement des envoyés de l'OSCE au Kosovo

L'OTAN maintient la pression

Le Canada enverra jusqu'à 100 observateurs

AGENCE FRANCE-PRESSE

Pristina — L'Occident multiplie, quelques jours avant l'expiration d'un ultimatum de l'OTAN, ses avertissements au président yougoslave Slobodan Milosevic sur le Kosovo, mais la Russie a une nouvelle fois pris la défense de Belgrade.

A Bruxelles, l'OTAN a approuvé hier un plan d'opération pour la surveillance aérienne du Kosovo par une vingtaine d'appareils, selon un responsable de l'Alliance. Cinq Albanais, dont quatre membres d'une famille du Kosovo et un ressortissant albanais, ont été tués hier matin par des gardes-frontière yougoslaves alors qu'ils retournaient d'Albanie dans la province serbe, a indiqué à l'AFP un témoin, joint par téléphone depuis Pristina (chef-lieu du Kosovo).

À l'approche du 27 octobre, date à laquelle M. Milosevic est tenu d'avoir rempli ses engagements au Kosovo, les Occidentaux reconnaissant que des progrès substantiels ont été faits, mais ne cessent d'avertir le numéro un yougoslave que seule une application totale pourra lui éviter des frappes aériennes de l'OTAN.

L'Alliance a suspendu jusqu'au 27 octobre l'exécution de son ordre d'activation, qui autorise les militaires à lancer des frappes à tout moment.

L'émissaire américain Richard Holbrooke, qui avait conclu à la mi-octobre un accord de principe sur le Kosovo avec M. Milosevic, a été très clair. «*Les forces de sécurité serbes n'appliquent pas à ce jour la résolution 1199 du Conseil de sécurité de l'ONU, c'est aussi simple que cela*», a-t-il déclaré.

Cette résolution exige que Belgrade instaure un cessez-le-feu immédiat, retire ses forces spéciales, favorise le retour des réfugiés et ouvre un dialogue politique avec les Albanais séparatistes du Kosovo.

«*Si la situation n'est pas redressée d'ici six jours, il faut s'attendre à des conséquences dramatiques*», a prévenu M. Holbrooke, parlant mercredi à Paris.

Le ministre français des Affaires étrangères Hubert Védrine, qui venait de ren-



Le ministre canadien des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, hier à Vienne.

contrer M. Holbrooke, a été un peu moins négatif sur le degré d'application des engagements de Belgrade, mais il a lui aussi réclamer une mise en conformité totale.

Selon M. Védrine, l'accord Holbrooke-Milosevic «*est en voie d'être grandement appliqué*» et les retraits des forces de sécurité, en particulier, «*sont très avancés*». Toutefois, «*cela ne suffit pas, et la menace de l'OTAN reste*», a déclaré le ministre à la radio RTL.

Comme souvent lorsque la menace d'une action contre les Serbes se rapproche, la Russie a lancé une offensive diplomatique pour défendre son allié traditionnel.

Au Conseil de sécurité de l'ONU, elle a menacé d'opposer son veto à un projet de résolution autorisant un recours à la force contre Belgrade, selon des diplomates.

Les discussions se sont poursuivies mercredi, mais la Russie n'a pas infléchi sa position. En conséquence, la Grande-Bre-

tagne a dû reporter à aujourd'hui la présentation du projet de résolution, a indiqué un diplomate occidental. La Russie a aussi réclamer que l'OTAN retire son ordre d'activation, selon des diplomates.

Le représentant russe a présenté cette demande lors d'une réunion du Conseil conjoint OTAN-Russie mercredi à Bruxelles, et il a ajouté que la levée de l'ordre d'activation était une condition de la participation de la Russie à la mission de vérification aérienne que l'OTAN prépare pour le Kosovo, selon les mêmes sources.

Par ailleurs, le responsable de la mission de vérification de l'OSCE au Kosovo William Walker a reconnu hier que son premier souci était d'assurer la sécurité des 2000 vérificateurs.

Ces derniers, a-t-il dit, n'ont pas eu de danger et ne s'approcheront pas des éventuels combats. «*La sécurité physique de 2000 personnes dans une situation troublée est le plus important*», a déclaré le responsable lors d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion du Conseil permanent de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

«*C'est une source d'inquiétude considérable*», a-t-il ajouté. «*Nous allons être extrêmement clairs envers chacun: prendre en otage des civils internationaux non armés aura des conséquences*».

L'accord signé le 16 octobre entre les autorités yougoslaves et l'OSCE «*fait reposer la sécurité clairement sur la tête de M. Milosevic et nous avons confiance en sa parole*», a-t-il ajouté. «*Si non, nous aurons alors à adopter nos propres mesures*», a-t-il ajouté sans donner plus de précision.

Peu auparavant, le ministre canadien des Affaires étrangères Lloyd Axworthy a annoncé à la presse que son pays comptait fournir entre 50 et 100 hommes et qu'il fallait à son avis que les vérificateurs aient des armes.

«*En fait, oui*», a-t-il répondu alors qu'on lui demandait s'il préférait que les vérificateurs soient armés. «*Je me préoccupe que les gens sur place puissent, s'ils ne peuvent pas porter d'armes sur eux, bénéficier au moins d'une protection les accompagnant*».

D'Alema s'inscrit dans la continuité de Prodi

Le premier ministre italien présente son programme de gouvernement

JEAN LOUIS DE LA VAISSIÈRE
AGENCE FRANCE-PRESSE

Rome — Le nouveau président du Conseil italien Massimo D'Alema, qui a formé mercredi un gouvernement alliant gauche et centristes, a présenté hier devant la Chambre des députés un programme dans la continuité de son prédécesseur, Romano Prodi.

Dans un discours d'une heure d'une grande modération, prononcé d'un ton calme et sûr de lui, le nouveau chef de gouvernement, ex-communiste, a annoncé qu'il suivrait trois directions majeures de M. Prodi: la pleine intégration de l'Italie dans l'Europe, la poursuite de l'assainissement des comptes publics, la volonté de moderniser et de rendre plus cohérentes les institutions.

M. D'Alema doit recevoir la confiance des députés, lors d'un vote, aujourd'hui,

puis il se rendra au sommet européen de Poetschach (Autriche), demain et dimanche. C'est mardi que la chambre haute, le Sénat, votera la confiance à son tour. Deux votes dont l'issue positive ne font pas de doute.

Le Pôle des libertés (droite), mécontent de voir la Chambre accélérer le rythme de ses travaux et voter la confiance d'ici aujourd'hui a décidé une forme d'obstruction: chacun de ses 210 députés se sont inscrits pour parler tour à tour, deux minutes chacun.

M. D'Alema s'est justifié pour son déplacement en Autriche: «*Notre premier devoir est de dire au monde et à l'Europe que nous avons un gouvernement stable et de longue durée*».

Dans son discours habile, parfois brillant, M. D'Alema s'est déclaré très conscient que son gouvernement est né d'une «*énigme crise du système politique italien*» et a tendu la main à l'opposition pour

la reprise du dialogue interrompu sur les réformes institutionnelles au sein d'une commission bicamérale.

Il s'est aussi efforcé de démontrer que son cabinet «*était né dans le respect des règles*». Parce que, a-t-il dit, «*la nouvelle majorité est issue de deux ruptures dans les deux coalitions*», celle provoquée dans la gauche par Refondation communiste, et celle provoquée à droite par le centre modéré qui «*ne partage pas la radicalisation extrême*» de beaucoup des composantes du Pôle des libertés. Le président Oscar Luigi Scalfaro, a-t-il dit, a agi avec «*une correction absolue*».

Massimo D'Alema a fait valoir que des élections anticipées n'étaient pas opportunes, parce que le budget doit être voté et que l'euro est en train de naître. La transition du système politique, a-t-il ajouté, «*n'est pas encore arrivée au port*», et il faudra un nouveau système électoral.

Les applaudissements les plus longs ont

éclaté d'ailleurs au moment où il a fait l'éloge de Romano Prodi, tous les députés de centre-gauche se levant alors et faisant une ovation d'une minute pour le chef de gouvernement sortant.

M. D'Alema a appelé le monde catholique à enterrer les rancœurs et suspicions du passé, et à accepter la collaboration fructueuse qui s'est déjà instaurée au sein du gouvernement Prodi entre ex-communistes et démocrates-chrétiens.

Sur le plan économique, il a demandé au Parlement d'approuver rapidement une loi sur les 35 heures, s'est prononcé pour une réduction de la pression fiscale et des cotisations, et la restitution de l'impôt sur l'Europe.

La droite prépare une opposition dure. «*Tous dans la rue samedi contre le gouvernement trompeur des communistes et des traitres*», affirme une affiche collée dans les rues de Rome, confirmant l'appel à une manifestation prévue de longue date.

L'AFFAIRE PINOCHET

Thatcher jette de l'huile sur le feu

La pression monte en Espagne

AGENCE FRANCE-PRESSE

Londres — L'ancien premier ministre britannique Margaret Thatcher a mis hier de l'huile sur le feu en réclamant la libération de l'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet, mais la pression monte en Espagne et dans d'autres pays pour obtenir son extradition.

Le retour au pays du président chilien Eduardo Frei a toutefois momentanément calmé les esprits au Chili.

Margaret Thatcher a porté à son comble hier l'embarras de Tony Blair en accusant d'incohérence une politique qui autorise l'arrestation d'Augusto Pinochet, allié de Londres lors de la guerre anglo-argentine des Malouines de 1982, et s'appretée à ouvrir les bras au président argentin au nom de la réconciliation.

L'intervention sous forme de lettre ouverte au Times de la dame de fer est de nature à ravir les Chiliens qui exigent avec elle la libération immédiate du général à la retraite piégé dans un hôpital londonien par la requête d'extradition de deux juges chiliens.

Le porte-parole de Tony Blair a répondu hier à la dame de fer en l'accusant de «*politiser*» l'affaire Pinochet alors qu'il ne s'agit, selon le gouvernement, que d'un processus «*strictement judiciaire*».

Le secrétaire au Foreign Office Robin Cook a surencheri hier en déclarant que Mme Thatcher devait laisser la justice suivre son cours sur une

éventuelle extradition de l'ex-dictateur.

L'attitude de Mme Thatcher a donné un encouragement aux avocats de l'ancien chef de la junte militaire chilienne qui ont entamé jeudi une bataille judiciaire pour le faire libérer en déposant un recours devant la Haute Cour de Londres. Mais celle-ci a décidé d'ajourner ses débats à lundi.

Il leur faudra aller vite car la pression monte en Espagne où l'opinion publique est majoritairement favorable à l'extradition du général chilien. Selon un sondage, la population espagnole plébiscite l'action du juge Baltasar Garçon qui a obtenu la détention vendredi dernier du général Pinochet. 72,5 % des personnes interrogées approuvent cette arrestation, 8 % seulement sont contre.

Une large majorité d'Espagnols demandent au gouvernement conservateur d'accepter de transmettre la demande d'extradition qui sera formulée prochainement par le magistrat de l'Audience nationale (principale instance pénale).

Cette pression commence à porter ses fruits. L'exécutif, au départ très embarrassé par l'affaire, se montre désormais prêt à accepter de demander à Londres l'extradition si «*les juges*» de l'Audience nationale le lui réclament.

Le ministre des Affaires étrangères Abel Matutes a ainsi affirmé hier que le gouvernement «*se limiterait à transmettre*» la demande d'extradition et «*à agir dans la direction indiquée par les tribunaux*».

La pression à l'encontre de l'ancien dictateur chilien a également gagné d'autres pays européens et même les États-Unis, où 36 parlementaires ont demandé au président Bill Clinton de faciliter l'accès à la justice espagnole d'informations en possession de Washington sur la responsabilité du général dans des actes de «*terrorisme international*».

Des familles de Franco-Chiliens disparus durant l'ère Pinochet ont demandé hier à un avocat parisien «*d'envisager une initiative judiciaire*» contre l'ancien dictateur.

En Suisse, la famille d'Alexis Jacard, dont le nom figure sur la liste des disparus jointe à la demande d'extradition du juge espagnol Baltasar Garçon, a porté plainte hier à Genève contre l'ancien dictateur.

Le Chili a commencé toutefois à retrouver un peu de calme depuis le retour au pays du président Eduardo Frei. L'armée lui a renouvelé sa confiance et le ton des manifestations a baissé d'un cran.

Seul oasis de paix dans cette tourmente internationale, le lit d'hôpital où se trouve le général Pinochet. L'ancien dictateur «*ne comprend pas ce qui se passe*», selon un membre d'une délégation chilienne qui réclame sa libération. Le général Pinochet «*continue de se demander quand il pourrait retourner chez lui*». Il n'est pas encore au courant de la question de l'extradition. Je ne suis pas très sûr qu'on lui ait dit qu'il se trouve en état d'arrestation», a déclaré Angelica Cristí.

Suicide chez les militaires russes

VICTORIA LOGUINOVA
AGENCE FRANCE-PRESSE

Moscou — Jeunes appelés de 18 ans ou officiers de l'ancienne Armée rouge, toutes les couches du système militaire russe ont été touchés ces derniers temps par une vague de suicides provoquée par les problèmes socio-économiques dans les pays.

487 militaires se sont suicidés en 1997, selon des chiffres officiels, et 97 au premier trimestre de cette année. Les psychologues militaires prévoient que cette tendance restera stable.

Un jeune soldat, Roman Seriodkine, a retourné son arme contre lui hier matin dans la république de Bouriatie (Sibérie Occidentale) après s'être enfié de son unité, a rapporté l'agence Itar-Tass.

Avant de se suicider, ce jeune homme de 18 ans a abattu un gardien qui avait refusé de lui ouvrir la cantine militaire, selon la télévision RTR. Dans sa dernière lettre, il se plaignait de maux de tête et de la faim et demandait de n'accuser personne de sa mort.

«*Les gens qui choisissent d'être militaires, dans n'importe quel pays, ont une mentalité particulière*», estime Alexandre Golts, spécialiste de la défense à l'hébdomadaire Itogui.

«*Ils considèrent qu'en échange à leur service consciencieux l'État se chargera de leurs problèmes matériels*». Lorsque ce contrat est brutalement rompu par l'État, le militaire ressent un sentiment de totale impuissance», explique-t-il.

Selon les psychologues, la moitié des suicides sont dus aux problèmes financiers des militaires dont les salaires rarement versés à temps ne suffisent pas à subvenir aux besoins de leur famille.

«*L'armée est très amère, elle n'a pas d'argent, elle manque de logements et son moral est au plus bas*», estime Dmitri Trenine, de l'antenne moscovite de la Fondation Carnegie.

Au début d'octobre, le premier ministre Evgueni Primakov a annoncé que 1,4 milliard de roubles (87,5 millions de dollars), correspondant à deux mois de soldes (juin et juillet), ont été virés au ministère de la Défense.

LE DEVOIR

ÉCONOMIE

Rapport du Centre pour la justice sociale

L'écart s'accroît entre les riches et les pauvres au Canada

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Un rapport qui a été rendu public cette semaine indique que l'écart s'accroît entre les riches et les pauvres au Canada, et que la croissance économique n'améliore en rien la situation.

Les inégalités sont particulièrement flagrantes entre les dirigeants des sociétés, qui bénéficient d'augmentations de salaire substantielles, et les simples travailleurs, qui font face à des gels de salaire et dont l'emploi ne tient souvent qu'à un fil, souligne le rapport du Centre pour la justice sociale de Toronto.

Le salaire moyen d'un dirigeant de grande société a augmenté de 15 % en 1995, de 11 % en 1996 et de 13 % l'an dernier, pour atteindre en moyenne 862 000 \$ — ou plus de 1,5 million par

année en incluant les options d'achats d'actions. Au cours de ces trois années, le salaire des travailleurs n'a pas augmenté de plus de 2 %, soit moins que le taux d'inflation.

«Nous parlons ici de travailleurs à jeter», dit l'auteur du rapport, l'économiste Armine Yalnizyan. Les entreprises, ajoute-t-elle, savent que des travailleurs seront disponibles si elles en ont besoin, mais qu'elles n'ont pas à être là pour les travailleurs.

Le rapport constate que les familles travaillent plus fort qu'il y a une dizaine d'années, mais qu'elles ont moins d'argent au bout du compte.

Le rapport indique en outre que de moins en moins de gens font partie de la classe moyenne. Alors que 60 % des familles rapportaient un revenu de 24 500 \$ à 65 000 \$ en 1973, seulement 44 % faisaient état d'un tel revenu en 1996.

Les ventes au détail ont légèrement diminué en août

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Après deux mois d'instabilité, les ventes au détail ont fléchi de 0,2 % pour se chiffrer à 20,7 milliards en août, a rapporté hier Statistique Canada.

Bien que les ventes en août aient été de 4 % supérieures à celles de la même période l'an dernier, les taux d'augmentation d'une année à l'autre qui ont été enregistrés au cours des trois derniers mois sont les plus faibles depuis septembre 1996. Au Québec, les ventes ont diminué de 0,3 % en août par rapport à juillet, et ont augmenté de 2,6 % par rapport à la même période l'an dernier.

Le fléchissement des ventes au détail depuis quelques mois est attribuable à la faiblesse des ventes dans les magasins de marchandises diverses et de vêtements. Statistique Canada précise que les nouvelles économiques inquiétantes — notamment la dégringolade des marchés boursiers canadiens et la baisse de la valeur du dollar — ont pu ébranler la confiance des consommateurs en août.

Même si la faiblesse du dollar canadien a attiré un nombre record de visiteurs américains, les stations-service n'ont pu en profiter pleinement à cause de la baisse des prix provoquée

par une offre excédentaire de pétrole sur les marchés mondiaux.

Les ventes de concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs ont augmenté de 1,8 % en août. Sans ces ventes, les ventes totales au détail auraient fléchi de 0,9 %. Les ventes de véhicules automobiles neufs ont cependant reculé de 1,2 %, l'amélioration provenant du secteur des véhicules d'occasion.

Les magasins de marchandises diverses ont enregistré la plus forte baisse en août, soit 1,8 %. Les ventes des grands magasins, qui avaient été en hausse au cours des trois premiers mois de l'année, ont chuté pendant quatre des cinq derniers mois, diminuant de 2,1 % en août. Ce ralentissement pourrait être lié aux restructurations qui se sont produites dans ce secteur. Dans l'ensemble du pays, il y a eu 64 magasins de moins en août qu'en mars 1998, dernier mois où les ventes des grands magasins ont atteint un sommet.

Les marchés d'alimentation ont affiché une baisse de 1,1 %, la deuxième plus importante en août. La réduction des prix des légumes frais, favorisée par l'abondance de produits locaux, a contribué à cette baisse.

Les consommateurs ont également réduit de 0,7 % leurs dépenses dans les magasins de meubles.

ÉTATS-UNIS

Les banques sont secouées par la crise asiatique

AGENCE FRANCE-PRESSE

New-York — Les principales banques américaines ont été durement secouées par la crise financière et ont annoncé des résultats en forte baisse voire des pertes pour le troisième trimestre.

Ces mauvais résultats s'expliquent en raison des pertes subies en Russie et à cause des fonds spéculatifs.

La déculottée a déjà fait une victime: David Coulter, le président de BankAmerica qui a démissionné mardi, quelques jours après l'annonce d'un recul de 80 % du bénéfice net au 3ème trimestre par rapport à la même période un an plus tôt. Le cas de BankAmerica est emblématique: sa fusion avec Nationsbank, annoncée à grand fracas en avril dernier, a donné naissance à la première banque nationale aux États-Unis couvrant pratiquement l'ensemble du territoire avec BankAmerica implantée en Californie et Nationsbank en Caroline du Nord.

Sept mois plus tard, les pertes subies sur les marchés émergents et par l'intermédiaire des fonds spéculatifs (hedge funds) ont poussé David Coulter, PDG de BankAmerica avant la fusion avec Nationsbank, vers la sortie alors qu'il se plaçait pour succéder à Hugh McColl, le p.-d.g. de Nationsbank mis à la tête de la «nouvelle» BankAmerica.

Même cas de figure pour Citigroup, issu de la fusion également en avril de la banque Citicorp avec le groupe d'assurance et de services financiers Travelers. Ce mariage de géants avait été salué comme la naissance d'un nouveau style de conglomérats financiers mondiaux présents dans tous les secteurs de la banque,

de l'assurance, du courtage et de la banque d'affaires. Sept mois plus tard, le bénéfice net de Citigroup est en baisse de plus de 60 %.

J.P. Morgan a de son côté subi une baisse de 60 % de son bénéfice net. «Les résultats du trimestre montrent l'impact des bouleversements sur les marchés», a commenté laconiquement son Président Douglas A. Warner III, en précisant que la banque «s'adaptait à la réduction de l'activité sur les marchés mondiaux des capitaux et à l'éventualité d'un ralentissement général des affaires».

Chase Manhattan, dont les revenus dépendent moins des activités sur les marchés financiers, a limité les dégâts avec un recul de seulement 15 % de son bénéfice net mais ne doit sa bonne santé qu'à la bonne forme de l'économie américaine.

Bankers Trust, l'une des dix premières banques américaines, est la plus mal lotie, affichant une perte de 488 millions sur le troisième trimestre après avoir gagné 246 millions sur la même période l'année précédente. Frank Newman, son p.-d.g., a estimé que la période actuelle était «l'une des dislocations des marchés mondiaux les plus sévères depuis la fin de la Seconde guerre mondiale».

Si les banques américaines sont en bonne santé grâce à la restructuration et l'assainissement du secteur ces dix dernières années, le principal risque est de les voir fermer le robinet du crédit aux États-Unis pour compenser les pertes subies, augmentant ainsi les risques de récession. «Le problème n'est actuellement pas d'un manque de liquidités mais d'une réticence à prendre des risques», a souligné Robert Brusca, chef-économiste de Nikko International, à New York.

Assemblée des créanciers

Dominion Bridge ne vaut plus que 32 millions

Le syndic a révélé que la société devait 100 millions à ses créanciers

ROBERT DUTRISAC
LE DEVOIR

Réunis en assemblée hier, les créanciers de Dominion Bridge inc. ont appris de la bouche du syndic Richter et associés que la société leur devait plus de 100 millions et que son actif ne s'élevait, dans le meilleur des cas, qu'à 32 millions.

Cette valeur de réalisation de 32 millions, «c'est un chiffre préliminaire. Ça devrait se chiffrer à moins que ça parce que Dominion Bridge possède des propriétés contaminées», a souligné hier Philippe Gagnon, de Richter et associés, à la suite de l'assemblée des créanciers. La contamination des terrains rend difficile leur vente puisque l'acheteur assume la responsabilité de leur décontamination.

Trois créanciers garantis — la Banque de New York (50 millions), Lamar (15 millions) et Wellgate International, la société des anciens dirigeants Michel Marengère et Nicolas Matossian (7,5 millions) — détiennent 78 millions de ces 100 millions de créances. Ces créances sont garanties par l'actif de l'ensemble des sociétés de la société mère Dominion Bridge Corporation et non seulement sur celui de la société exploitante Dominion Bridge inc.

Le poids des créanciers garantis ne laisse planer aucun doute sur le sort qui attend les autres créanciers: ils passeront après que les créanciers garantis se furent servis, on retrouve les 789 employés de Dominion Bridge inc.,

dont 240 personnes à son usine de Lachine, à qui la compagnie doit deux semaines de salaire.

Selon M. Gagnon, l'assemblée des créanciers s'est déroulée dans le calme. Les créanciers ont confirmé le mandat du syndic Richter et associés et ont élu cinq inspecteurs. La présence de ces inspecteurs favorisera la disposition des éléments d'actifs puisqu'ils possèdent le pouvoir d'approuver toute transaction éventuelle sans qu'un jugement du tribunal ne soit nécessaire, a-t-il expliqué.

En négociation

Richter et associés négocient présentement avec le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ) la location de l'usine de Lachine de la Dominion Bridge en vue de sa relance. Le syndic a également reçu des offres visant deux autres usines du groupe situées à Amherst en Nouvelle-Écosse et à Regina, a révélé M. Gagnon. Richter et associés n'envisagent donc pas la vente en bloc de l'ensemble des usines de Dominion Bridge.

Au moment de sa déclaration de faillite le 10 septembre dernier, cette dernière exploitait sept usines, à Lachine, à Regina, à Winnipeg, à Amherst en Nouvelle-Écosse, à Oakville en Ontario, à Nisku en Alberta et à Richmond en Colombie-Britannique.

En fait d'actif monnayable, les trois créanciers garantis peuvent également retrouver leur mise, ou une partie de celle-ci, dans la valeur d'Industries Davie et d'un intérêt majoritaire dans la société australienne McConnell Dowell, deux autres éléments d'actif du holding.

Comité sénatorial sur le rapport MacKay

Les courtiers d'assurances accusent les banques de faire de l'intimidation

MARIE TISON
PRESSE CANADIENNE

Les courtiers d'assurances du Québec ont profité des audiences d'un comité sénatorial sur le rapport MacKay pour lancer un cri d'alarme au sujet de l'attitude des banques à leur égard.

«Les institutions de dépôt font de l'intimidation et elles exploitent leur position dominante pour nous mettre dans la rue, a déclaré hier Robert Ballard, président du Regroupement des cabinets de courtage d'assurance du Québec. Elles seront encore mieux placées pour le faire si elles obtiennent davantage de privilèges spéciaux.»

Le comité sénatorial des banques et du commerce a tenu des audiences à Montréal hier, dans le cadre d'une tournée pancanadienne sur le rapport du Groupe de travail MacKay sur l'avenir du secteur des services financiers canadiens.

L'Association des courtiers d'assurances du Canada a déjà participé aux travaux du comité, mais M. Ballard a déclaré que son regroupement voulait insister sur un point en particulier. Il a soutenu que les banques exerçaient une concurrence injuste face aux courtiers d'assurance de dommages, parce que ceux-ci devaient transiger

avec elles pour la plupart de leurs opérations financières et de crédit.

«Quelles sont mes chances, en tant qu'exploitant de petite entreprise, d'obtenir l'appui dont j'ai besoin pour soutenir mon entreprise, ou lui donner de l'expansion, lorsque l'institution sur laquelle je compte cherche à me prendre mes clients?» s'est-il interrogé dans sa présentation aux sénateurs. Il a raconté l'histoire d'un courtier indépendant qui avait cherché à obtenir un prêt. Les trois banques auxquelles il s'est adressé lui ont demandé la liste de tous ses clients. On lui a même demandé de confier à la banque ses régimes enregistrés d'épargne retraite. «Peut-on imaginer un autre secteur économique où un concurrent doit remettre à l'autre ses plans d'entreprise, de même que tous ses renseignements confidentiels et commerciaux?» a lancé M. Ballard.

Il a raconté qu'un autre courtier indépendant s'était vu refuser du crédit pour développer ses opérations commerciales parce que sa banque s'apprêtait à courtiser sa clientèle. «La banque affirmait que le chiffre d'affaires de ce cabinet risquait de subir des conséquences négatives suite à sa concurrence», a-t-il déclaré.

M. Ballard a soutenu que, malgré tout cela, le rapport MacKay favorisait nettement le secteur bancaire.

Développement contesté

Actuellement, les banques ne peuvent vendre de l'assurance que par le truchement de filiales. Elles voudraient être capables de le faire directement dans leurs succursales. L'Association canadienne des compagnies d'assurance mutuelle s'est opposée hier à un tel développement.

Le président de l'association, Norman Lafrenière, a expliqué que les banques avaient accès à des informations sur leurs clients qui leur permettraient de mieux les cibler et de les influencer.

Le président et chef de la direction de la Banque Laurentienne, Henri-Paul Rousseau, s'est également opposé à ce que les banques puissent distribuer directement de l'assurance dans leurs succursales parce qu'elles auraient alors moins tendance à se regrouper avec des assureurs. M. Rousseau a préconisé de tels regroupements entre petites institutions afin de faire une plus grande concurrence aux grandes banques.

Pour que de tels regroupements soient possibles, il faudrait adopter en priorité les recommandations du rapport MacKay sur les règles de propriété, les règles comptables et les règles sur les structures d'organisation, a-t-il déclaré.

EN BREVE

Échange entre Cogeco et Cablesystems

(Le Devoir) — Cogeco Câble et Regional Cablesystems ont conclu un échange de réseaux prévoyant l'acquisition par Cogeco Câble de réseaux de Regional situés dans le sud de l'Ontario (2100 clients) en contrepartie de l'acquisition par Regional de réseaux de Cogeco Câble situés dans l'est de l'Ontario (3400 clients). La différence de valeur entre les réseaux échangés se traduira par un paiement au comptant d'environ 1,4 million par Regional à Cogeco Câble. Louis Audet, président et chef de la direction de Cogeco Câble, a souligné que «cette transaction permet à Cogeco Câble de regrouper davantage ses réseaux de câblodistribution dans les localités de Kingston, Niagara et Windsor/Sarnia».

Vidéotron passe le cap du milliard

(Le Devoir) — Pour l'exercice terminé le 31 août 1998, les produits d'exploitation du Groupe Vidéotron ont franchi le cap du milliard de dollars pour atteindre 1,03 milliard, en hausse de 29 % sur les 795,5 millions enregistrés lors de l'exercice précédent. Le bénéfice d'exploitation avant amortissement a bondi de 47,8 % pour atteindre 320,1 millions, comparativement à 216,5 millions. Des éléments non récurrents ont mené à une perte nette avant élément extraordinaire de 40,3 millions (37¢ par action) pour l'exercice 1998, comparativement à un bénéfice net de 236,7 millions (2,15 \$ par action) pour 1997, alors que Vidéotron avait inclus dans ses résultats un gain sur la vente de son placement au Royaume-Uni. Un élément extraordinaire de 8,5 millions après impôts a été enregistré au cours du deuxième trimestre de l'exercice, représentant les coûts décaissant du verglas de janvier. La perte nette de l'exercice passe donc à 48,8 millions, ou 45 ¢ par action.

Nomura annonce une énorme perte

Tokyo (AFP) — La maison de titres japonaise Nomura Securities a annoncé hier avoir subi une perte nette consolidée de 207,3 milliards de yens (1,5 milliard de dollars américains) pour les six mois achetés à la fin de septembre, en raison des sommes considérables perdues récemment dans ses opérations de marché. Nomura était encore bénéficiaire de 49,7 milliards de yens l'an dernier à la même époque. Nomura a précisé qu'il avait subi des pertes sur ses opérations de marché pour un montant de 126,2 milliards de yens, notamment sur le marché obligataire russe et celui de la titrisation immobilière. Des pertes ont également été enregistrées sur d'autres pays émergents, comme la Corée et l'Indonésie. Le groupe japonais va toutefois injecter 1,2 milliard de dollars supplémentaires dans le capital de la filiale américaine, à l'origine de la plus grosse partie des importantes pertes annoncées pour le semestre. Ces fonds doivent permettre à la filiale américaine, qui avait déjà bénéficié d'une première recapitalisation de 380 millions de dollars américains à la fin de septembre, de faire face à la dégradation intervenue sur le marché américain.

Expansion d'Alliance Medical

(Le Devoir) — Alliance Medical a annoncé une expansion à Saint-Laurent. Cette entreprise spécialisée dans la fabrication d'équipements médicaux, dont le projet d'investissement s'élève à cinq millions, recevra une aide financière de un million de la part d'Investissement Québec, provenant du Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi (FAIRE). Ce projet entraînera la création de 110 nouveaux emplois permanents sur une période de cinq ans.

Domtar: bénéfice de 20 millions

(Le Devoir) — Domtar a dégagé un bénéfice net de 20 millions, soit 12 ¢ par action, pour le trimestre clos le 30 septembre 1998, comparativement au bénéfice net de cinq millions (3 ¢ par action) au trimestre correspondant de 1997. Ces données tiennent compte des résultats enregistrés sur deux mois par E.B. Eddy, acquis le 31 juillet dernier. Les ventes au troisième trimestre de 1998 se sont chiffrées à 653 millions, en regard de 493 millions. À ce jour, en 1998, le bénéfice net totalise 51 millions, par opposition à la perte nette de 17 millions subie au cours des neuf premiers mois de 1997. Le cumul des ventes avoisine le 1,66 milliard, comparativement à 1,42 milliard pendant la même période en 1997.

Ouverture sur le vaste réseau intérieur du Japon

All Nippon se joint à Star Alliance

De cinq partenaires qu'elle comptait lors de sa naissance en mai 1997, Star Alliance en aura neuf l'an prochain

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

Pressentie dès le lancement de l'alliance globale, en mai 1997, l'arrivée du transporteur japonais All Nippon Airways (ANA) au sein de Star ajoutera à la feuille de route des partenaires un accès au vaste réseau intérieur du Japon.

ANA, sixième transporteur en importance à l'échelle internationale, a confirmé hier qu'elle allait se joindre à l'alliance globale Star en 1999. Ce faisant, de cinq partenaires qu'elle comptait lors de sa naissance en mai 1997, Star Alliance en aura neuf l'an prochain, pour créer un réseau de plus de 700 destinations à l'échelle planétaire. Lors de sa création l'an dernier, Star était constituée de Lufthansa, d'United Airlines, d'Air Canada, de SAS Scandinavian Airlines et de Thai Airways. La société brésilienne Varig s'y est greffée quelques mois plus tard. Et en 1999, l'alliance doit s'élargir pour accueillir Air New Zealand, Ansett Australia et All Nippon.

Partenaire de longue date d'Air Canada, ANA possède un parc de 143 appareils. Elle a transporté 40 millions de passagers l'an dernier et assure près de 600 vols quotidiens pour 35 destinations au Japon, en plus de desservir 29 villes dans 15 autres pays. Sixième au monde, ANA est le plus important transporteur sur le réseau intérieur nippon. «Avec l'arrivée d'ANA, les clients du réseau Star Alliance jouiront d'un meilleur accès aux nombreux centres d'affaires nippons», a ajouté Star, dans son communiqué.

Au moment de la création de Star autour du regroupement de cinq compagnies aériennes, on misait beaucoup sur l'arrivée prochaine d'un deuxième transporteur asiatique. Chez Air Canada, on disait alors vouloir mousser la

candidature de son partenaire, ANA, mais d'autres noms circulaient alors, soit Japan Airlines ou Cathay Pacific. Ces deux dernières vont finalement se joindre au regroupement «Oneworld», construit récemment afin de donner la réplique à Star.

Autour des géants

«Oneworld» a vu le jour en septembre dernier sous l'impulsion d'American Airlines et de British Airways. Autour de ces géants gravitent Canadian International, Quantas et Cathay Pacific. Ce ne serait qu'une question de temps pour que Japan Airlines, déjà partenaire d'American Airlines, ne se joigne à ce deuxième méga-bloc, suivie d'Iberia. «Oneworld» doit devenir officielle en février prochain. D'ici là, American Airlines et British Airways espèrent avoir surmonté les réticences réglementaires à une communion entre ces deux grands transporteurs, la Commission européenne voyant d'un mauvais œil le poids monopolistique du tandem sur la route New York-Londres, la plus achalandée sur l'Atlantique, alors que les autorités américaines veulent accompagner leur bénédiction d'un accord à ciel ouvert entre les deux pays.

Ces alliances globales ajoutent une nouvelle dimension à cette mode passée des accords bilatéraux. Elles prennent la forme d'une intégration des réseaux et des ressources de chaque partenaire. Cette intimité implique la mise en commun des programmes de fidélisation pour grands voyageurs et une harmonisation des horaires et des réseaux, intérieurs et internationaux, des systèmes de réservations intégrés, facilitant l'enregistrement, les réservations et les correspondances, et la multiplication des vols à codes partagés entre les partenaires.

ÉCONOMIE

Projet Alouette

La phase II de l'aluminerie est suspendue

GÉRARD BÉRUBÉ LE DEVOIR

Soumis à plusieurs reports au fil des ans, la phase d'expansion de l'aluminerie Alouette a été une nouvelle fois reportée. Mais on espère réactiver ce dossier dès le printemps prochain.

«Le tarif L d'Hydro-Québec est un facteur, devenu essentiel à la réussite de ce projet avec la crise financière. Mais nous pensons que nous aurions quand même pu accoucher d'une entente, sans cette crise financière mondiale», a précisé Jean-Yves Duthel, vice-président, Communications et relations publiques de la Société générale de financement (SGF).

Menacée d'abandon en 1995 puis relancée ensuite malgré de nombreux reports et hésitations, la phase II de l'aluminerie Alouette s'appuyait notamment sur l'obtention de tarifs préférentiels d'électricité. Or, Hydro-Québec n'a jamais plié, s'en tenant à son tarif L accordé aux grandes entreprises industrielles. Pour la société d'État, l'ère des tarifs avec partage de risque, collés sur l'évolution des prix

de l'aluminium, était révolue.

Au cabinet du vice-premier ministre, Bernard Landry a souligné qu'il aurait «préféréd conclure une entente immédiate entre Hydro-Québec, le gouvernement et le consortium». Or, le coût d'alimentation en électricité était un facteur déterminant dans ce projet. «L'entreprise demandait au printemps dernier un rabais de 450 millions pour sa réalisation, une demande jugée excessive par Hydro-Québec et par le gouvernement. Depuis l'été, principalement en raison de la dévaluation du dollar, une opportunité s'est dessinée, Hydro acceptant de se faire payer en dollars américains. Cela permettrait de réduire les coûts de la proposition de réducteurs de plus de 200 millions.» A cet apport, le gouvernement avait consenti une contribution financière directe de l'ordre de 100 millions afin de réduire d'environ 300 millions les coûts de la proposition du printemps.

«La chute du dollar canadien a ouvert une porte. Nous étions convaincus qu'une entente était alors possible, même avec le tarif L. Mais il y a eu la crise», a répété Jean-Yves Duthel. La SGF a parlé de l'apparition d'une op-

portunité favorable au développement de la phase II et l'on se fixait comme objectif d'arriver à un accord avant la fin de septembre. Or, «depuis le printemps dernier, le prix moyen de l'aluminium a chuté de 68 \$ à 60 \$ US la livre, alors qu'il était à 72 \$ US en 1997.»

Les négociations ont été suspendues en raison d'une conjoncture devenue défavorable, et d'une incertitude entourant l'évolution des prix de l'aluminium et de la demande mondiale. «Les partenaires du consortium tiennent toutefois à réitérer leur intérêt à réussir ultérieurement de la phase II d'Alouette», a ajouté la SGF.

Selon des études internes, un retour à une situation plus normale serait attendue pour le printemps prochain. Et l'intérêt pour le projet demeure toujours bien vivant, les partenaires du consortium prévoyant faire face à un urgent besoin d'aluminium quelque part vers 2003-2004. Pour la SGF, l'expansion de cette aluminerie viendra également nourrir ce projet de développer au Québec une industrie de deuxième transformation de l'aluminium.

Essence: les députés adoptent la loi C-325

(Le Devoir) — Les députés de la Chambre des communes ont adopté cette semaine en deuxième lecture le projet de loi C-325 qui interdirait par tout au Canada, s'il devenait éventuellement force de loi, les ventes à perte dans le secteur de l'essence. Cent cinquante-huit députés ont voté en faveur du projet de loi, soixante-quatre se y sont opposés, dont plusieurs ministres libéraux. Si le projet de loi franchissait les dernières étapes menant à son adoption, les raffineurs devraient diminuer leur prix de gros afin de permettre aux détaillants indépendants de vendre leur essence à la pompe à un prix équivalent à celui qu'ils offrent aux consommateurs.

nadien des relations de travail (CCRT). La semaine dernière, le CCRT a accordé un certificat d'accréditation à 30 salariés de la division de recouvrement de MasterCard de la Banque Nationale. Le CCRT avait aussi accordé un certificat d'accréditation aux 150 employés de la division commerciale MasterCard de la Banque Nationale. Dans les deux cas, la Banque Nationale s'est adressée au CCRT pour demander une révision des requêtes en accréditation, «assurément dans l'espoir d'en appeler des deux décisions», a déploré hier la CSN dans un communiqué.

Telesystem sous surveillance

(Le Devoir) — L'agence américaine d'évaluation Standard & Poor's a placé sous surveillance ses notations de Telesystem International Wireless et de sa filiale en propriété exclusive, Dolphin Telecom PLC, avec connotation négative. L'incertitude économique et politique en Roumanie pourrait nuire à la situation financière et commerciale de la filiale roumaine de Telesystem, Mobifon S.A. «Mobifon, qui a profité de la demande accrue de services de télécommunications en Roumanie, a inscrit, dernièrement, un bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement positif. Elle joue pour beaucoup dans la qualité du crédit de ce groupe dans l'ensemble», a renchéri l'agence.

MasterCard: la CSN dépose une requête en accréditation

(Le Devoir) — La CSN a déposé une troisième requête en accréditation syndicale afin de représenter, cette fois, une trentaine d'employés du centre de téléphonie MasterCard de la Banque Nationale à Montréal. La requête a été déposée cette semaine devant le Conseil ca-

LE MARCHÉ BOURSIER

COUP D'ŒIL

Table with 4 columns: Volume (000), Ferme, Var. (\$), Var. (%). Rows include XXM:Indice du marché, XCB:Bancaire, XCO:Hydrocarbures, etc.

La Bourse de Montréal

Table with 4 columns: Volume (000), Ferme, Var. (\$), Var. (%). Rows include XXM:Indice du marché, XCB:Bancaire, XCO:Hydrocarbures, etc.

La Bourse de Toronto

Table with 4 columns: Volume (000), Ferme, Var. (\$), Var. (%). Rows include TSE 35, TSE 100, TSE 200, TSE 300, Institutions financières, etc.

La Bourse de Vancouver

Table with 4 columns: Volume (000), Ferme, Var. (\$), Var. (%). Rows include Indice général, 30 Industrielles, etc.

Le Marché Américain

Table with 4 columns: Volume (000), Haut, Bas, FERM. Rows include NYSE, NASDAQ, etc.

Les plus actifs de Toronto

Table with 4 columns: Volume (000), Haut, Bas, FERM. Rows include NORSTAR ENERGY, CDN IMPERIAL BK, etc.

Les plus actifs de Montréal

Table with 4 columns: Volume (000), Haut, Bas, FERM. Rows include BMO, BNC, etc.

DECISION-PLUS Logiciel d'analyse boursière

Obtenez à domicile dans votre ordinateur 5 ans de cotes historiques et les communiqués de presse émis par les compagnies inscrites en Bourse. Venez découvrir comment à partir de 15 minutes de travail par jour vous pouvez savoir exactement la direction du marché et des secteurs et ainsi améliorer dramatiquement votre rendement à la Bourse.

740 Notre-Dame Ouest Bureau 1210 (514)392-1366 http://www.decisionplus.com

chuté? LE DEVOIR Suivez leur remontée tous les samedis dans

MONTRÉAL

Table with 4 columns: XXM, TSE 300, etc.

TORONTO

Table with 4 columns: TSE 300, etc.

NEW YORK

Table with 4 columns: Dow Jones, etc.

DOLLAR

Table with 4 columns: \$ canadien, etc.

OR

Table with 4 columns: à New York, etc.

LA BOURSE DE MONTRÉAL

Table with 4 columns: S2 dern. sem., etc.

K L

Table with 4 columns: KAUF, KIMP, etc.

M N

Table with 4 columns: MACT, MERR, etc.

E F

Table with 4 columns: ESCOR, ECAN, etc.

G H

Table with 4 columns: GIC, GLO, etc.

I J

Table with 4 columns: IPL, ITC, etc.

Q R

Table with 4 columns: QUOTE, RANG, etc.

S T

Table with 4 columns: SAMS, SMC, etc.

U Z

Table with 4 columns: UNISE, UMB, etc.

FONDS AMÉRICAINS

Table with 4 columns: BQ, BTR, etc.

OBLIGATIONS (en millions)

Table with 4 columns: CREF, CLE, etc.

UNITS PARTAGÉES

Table with 4 columns: AMAG, GCM, etc.

DIVISION INTERNATIONALE (en dollars canadiens)

Table with 4 columns: LDOM, etc.

É D I T O R I A L

Si c'était ta femme...

Michel Venne

L'incident Sirros-Landry qui a marqué la fin des travaux de l'Assemblée nationale, mercredi, n'est qu'un symptôme. C'est le résultat prévisible, le genre de dérapage inévitable auquel conduit le discours démagogique et personnalisé qu'emploie Jean Charest pour se faire du capital politique sur le dos des malades.

Les politiciens sont des hommes et des femmes à qui on demande de trouver pour leur collectivité des solutions définitives et immédiates à des problèmes insolubles. On leur demande d'y consacrer leur vie, d'y sacrifier leur intimité, leur famille. D'encaisser les injures, par-dessus le marché, car on les traite volontiers à travers son chapeau de menteurs et de profiteurs. Les politiciens professionnels ont appris à se durcir la couenne. Mais il y a des parties du cœur qui restent vulnérables. Le député libéral Christos Sirros a visé mercredi cette zone sensible chez le ministre Bernard Landry dont l'épouse est gravement malade. Cet incident inspire le plus profond dégoût.

M. Sirros s'est excusé. Il affirme n'avoir pas été au courant de la situation personnelle du vice-premier ministre. Hier, Jean Charest trouvait cet incident regrettable. La vie privée des politiciens est une chose sacrée, a-t-il expliqué. En cela, il a raison dans le cas qui nous occupe. Mais le problème soulevé par cet esclandre déborde largement la question de la vie privée des personnalités politiques. C'est un révélateur de l'état du débat politique au Québec, en particulier en ce qui a trait au système de santé où le drame tourne à la psychose.

M. Charest a lui-même contribué gravement à la détérioration du climat en dramatisant cet enjeu à l'excès, tablant sur l'insécurité et la fragilité des malades. La démagogie, c'est dire que le système de santé a été saccagé quand on sait que c'est faux. La démagogie, c'est parler de carnage et accuser Lucien Bouchard de «sans cœur», comme M. Charest l'a fait en septembre. La démagogie, c'est aiguë l'appétit des directeurs d'hôpitaux, des médecins et des infirmières comme si l'argent allait bientôt pousser dans les arbres.

La démagogie, c'est dire, comme Monique Gagnon-Tremblay, qu'il est «plus facile au Québec de faire soigner son chien que ses enfants». Son chien, on peut facilement le faire soigner lorsqu'on a les moyens de payer un vétérinaire. Mais surtout, son chien, lorsqu'il est gravement malade, on le fait généralement tuer. Et on peut en acheter un autre au chenil quelques jours plus tard. La comparaison avec les enfants est non seulement impertinente mais odieuse.

L'autre travers du débat sur la santé tel qu'il est enclenché, c'est la personnalisation des responsabilités. Le système de santé est une machine énorme où s'affrontent des intérêts multiples, où les écueils sont innombrables. Depuis 1985, d'une élection à l'autre, le PQ et le PLQ rivalisent d'indignation pour dénoncer chacun leur tour l'incurie du gouvernement précédent dans une spirale qui débouche aujourd'hui sur la bassesse.

Il manque de radio-oncologues pour soigner les cancéreux au Québec? Il faut cinq ans pour les former. Ces choses se planifient longtemps à l'avance. Le problème est systémique. Il ne relève pas d'une volonté politique à court terme. Il ne date pas d'hier. Les ministres libéraux qui ont précédé M. Rochon sont aussi responsables que lui.

Certes, on attend aujourd'hui des Rochon et Bouchard qu'ils répondent au cri d'alarme des radio-oncologues par autre chose que des statistiques sur le taux de médecins par capita au Québec. En revanche, on s'attend à ce que M. Charest cesse de hurler avec les loups, qu'il parle plutôt des solutions et adopte le ton de quelqu'un qui aspire à diriger dignement le Québec. Souhaitons que cet incident provoque ce changement de ton. Autant les Québécois ne méritent pas d'être gouvernés par des technocrates, autant ils ne mériteraient pas d'être gouvernés par des démagogues.

Les Québécois ne méritent d'être gouvernés ni par des technocrates ni par des démagogues.

À propos d'un certain sondage

Bernard Descôteaux

Un sondage dont nous avons publié les résultats le 26 septembre montre qu'une majorité de Québécois estime que l'ancien premier ministre du Québec, Jacques Parizeau, devrait s'abstenir de participer publiquement au débat politique. Choqué, outré même, l'ancien premier ministre nous a reproché, lors d'une entrevue accordée mercredi soir à l'émission *Le Point*, d'avoir commandité ce sondage. C'était, à son avis, une initiative inexcusable et odieuse visant en quelque sorte à le faire taire. Il nous prête des intentions malicieuses que nous n'avions pas.

Ce sondage a été réalisé à la suite de la *Lettre ouverte aux juges de la Cour suprême* que signait dans *Le Devoir* des 3 et 4 septembre M. Parizeau. Nous avons voulu mesurer la réaction aux interventions répétées dans le débat politique de l'homme public qu'est toujours M. Parizeau puisque, contrairement à d'autres anciens premiers ministres, il a choisi d'user abondamment de son droit de parole, voire de son pouvoir d'influencer l'opinion de ses concitoyens. Les résultats de ce sondage nous sont arrivés alors que prenait fin la passe d'armes entre M. Parizeau et le vice-premier ministre, Bernard Landry, sur la stratégie dite des conditions ga-

gnantes. Leur publication était alors certainement d'intérêt public.

La seule intention du *Devoir* en réalisant ce sondage était d'éclairer un débat qui était latent au sein du Parti québécois depuis déjà la première intervention de l'*elderstateman* faite en octobre 1996, à la toute veille de l'ouverture du sommet socioéconomique. Des résultats inverses à ceux obtenus auraient été traités de la même façon parce que tout autant significatifs. M. Parizeau aurait-il alors protesté aussi vivement contre notre initiative?

L'ancien premier ministre peut ne pas avoir apprécié ce qu'a montré ce sondage mais les faits sont là: certaines de ses interventions ont eu un caractère divisif et cela a déplu à une majorité de Québécois. *Le Devoir*, qui a toujours ouvert largement ses pages à M. Parizeau, n'a jamais pensé ni dit qu'il devrait se taire. Dans un éditorial publié aussi le 26 septembre, nous l'avons incité à continuer à se faire le propagandiste de la souveraineté en soulignant toutefois qu'il devait être conscient de la portée de ses déclarations qui, sur les questions de stratégie, placent Lucien Bouchard dans une position délicate. D'ailleurs, ne lui avait-il pas promis en lui abandonnant son siège de premier ministre de lui laisser les coudées franches?

L E T T R E S

Affirmation tendancieuse

Notre doyenne est-elle mal renseignée, s'est-elle mal exprimée ou a-t-elle été mal citée?

Le samedi 17 octobre, sur la foi des renseignements que la doyenne de notre faculté a fourni dans le cas du litige relatif à l'embauche d'un professeur au département d'études françaises, Paule des Rivières a affirmé que «les professeurs», après l'intervention de notre doyenne visant à faire «rejeter tous les candidats de la première liste, y compris la candidate». Inexacte ou incomplète, cette affirmation est tendancieuse.

Bien au contraire, les professeurs du département (à huit voix contre sept et aucune abstention) se sont prononcés en faveur de l'embauche de la candidate canadienne; mais le directeur du département a opposé son veto (nos statuts le lui permettent).

Il est d'autre part carrément faux d'affirmer que les professeurs se sont ensuite prononcés «sur une seconde liste pour choisir à nouveau le candidat non canadien»: cette étape n'a jamais été franchie. Pour l'instant, les professeurs souhaitent le retour à la case dé-

part, c'est-à-dire la reprise en bonne et due forme du concours en question, et dans le respect de la loi canadienne.

Une proposition en ce sens a d'ailleurs été adoptée en août dernier par l'Assemblée des professeurs (par un vote de neuf voix pour, quatre contre et trois abstentions). Cette proposition n'a pas encore eu de suite, même pas de réponse de la faculté, même pas d'accusé de réception. On en est là.

Quoi qu'il en soit des diverses interprétations qu'on peut faire des événements, des stratégies des uns et des autres ou des enjeux, il me paraît important, en ces matières délicates, d'être aussi précis que possible dans la description des faits. Si ces précisions sont du chinois pour le commun des mortels, en revanche, il ne faudrait pas que le public, s'il est amené à s'intéresser à ce dossier, se satisfasse de demi-vérités, de coins tournés rond.

François Hébert
Professeur titulaire au département d'études françaises
Université de Montréal
Montréal, 20 octobre 1998

Peuple O. B.

Chers Québécois O. B. (officiellement bilingues)... Vous n'avez pas honte de faire partie d'un pays O. B.?

Combien faudra-t-il de Bill Johnson pour vous décider à sortir de cette galère dont vous êtes les dindons de la farce?

Dans ce beau pays O. B., vous ne trouvez aucune affiche bilingue hors Québec.

Ou si peu. Or *Parum pro nihilo reputatur*, comme le disait si bien le bon vieux saint Thomas. Si peu qu'il ne faut même pas en parler.

Pour vouloir agir normalement, comme tout peuple indépendant et libre qui vit et travaille dans sa langue, vous passez aux yeux de la communauté internationale pour des fileux, des racistes, des fascistes et des intégristes (dixit Bill Johnson).

Chers amis, c'est moi, Acadien de naissance et Québécois de cœur, qui vous le dis: libérez-vous de cette bouillabaisse O. B.

Peuple fier et généreux, soyez ce que vous êtes, ouvertement, aux yeux du monde entier, au lieu de croupir éternellement assis sur ce monstre bicéphale que l'on appelle un pays O. B.

Reprenez le flambeau transmis par la grande amie Pauline et prenez votre place parmi les peuples du monde qui ne doutent pas de leur identité!

Ernest Boudreau
Nouvelle-Ecosse, 9 octobre 1998

PÉRIODE DE RÉFLEXION...



Discours

Lucien Bouchard s'avance au micro. «Chers concitoyens, chères concitoyennes, des élections auront lieu bientôt au Québec. Nos adversaires vous offrent un virage très à droite face auquel nous pourrions nous contenter de maintenir notre politique usuelle, qui est un peu moins de droite: cela suffit, par comparaison, à faire croire que nous sommes de gauche. C'est d'ailleurs en raisonnant de cette manière que mon collègue Landry est arrivé à se convaincre qu'il est de gauche puisque Claude Picher assure qu'il n'est pas tout à fait de droite. Mais nous avons plutôt décidé de vous offrir une réelle solution de rechange.

«Nous prôtons l'indépendance du Québec. Or, nous avons enfin compris que c'est en gouvernant autrement qu'on fera la preuve qu'elle constitue une voie viable et souhaitable pour la majorité d'entre nous. Sans doute, cette avenue n'obtient l'assentiment ni des maîtres ni du marché; tant pis: nous en avons marre de cirer des bottes qui finissent toujours par revenir nous botter le cul. Nous vous proposons essentiellement des valeurs et de grandes orientations. Mais nous nous engageons à les actualiser. En prime, cela nous évitera d'avoir encore à improviser un projet de société à la veille du prochain référendum et met toutes les chances de notre côté pour le gagner.

«Depuis trois décennies, le politique s'est dissous dans un bassin d'acide sulfurique qui s'appelle mondialisation, dérèglement de flux de capitaux, et qui porte d'autres noms charmants comme flexibilité et concurrence. On nous a fait croire qu'il s'agissait d'un destin: c'est absolument faux. Tout cela ne s'est pas fait tout seul: nous y avons consenti, tous, à commencer par nous, les politiciens. Cette époque se referme aujourd'hui. Durant notre prochain mandat, nous allons ressusciter le sens du politique et de l'action collective: ce sera notre plus grande entreprise et notre plus importante victoire. Le pouvoir que nous a arraché le

Senat virtuel mis en place par les marchés financiers, nous allons le reprendre, ensemble. Avec ce pouvoir, nous allons réactiver, partout, les valeurs démocratiques d'égalité, d'équité et de participation.

«Nous allons d'abord devoir éteindre des feux. Nous possédons toujours (mais pour combien de temps...) de très précieux acquis. On tente de nous faire croire que ce sont des boulets hérités de la Révolution tranquille: mensonge! Ce sont des ailes, qui ont été construites dans le sang et la sueur par toute la modernité. Ces précieux acquis, qui s'appellent notamment éducation et santé, sont aujourd'hui très sérieusement menacés. Les maîtres les détestent puisqu'ils sont la liberté, la seule, la vraie, et ils veulent donc les tuer. Ils appliquent pour les démanteler des re-

ettes d'une efficacité redoutable et qui ont amplement fait leur preuve ailleurs dans le monde. Nous allons y mettre fin. Par exemple, l'université ne sera pas plus Pepsi que les autobus scolaires McDonald's ou l'école Power Corporation.

«Nous allons également contre-attaquer sur le terrain de l'économie. Le principe est simple si l'application est complexe: l'économie doit être au service des humains, jamais l'inverse. Nous passerons donc des législations interdisant les délocalisations abusives, les mises à pied injustifiées, encourageant la démocratie dans les lieux de travail et ainsi de suite. En un mot: assurant ce que nous tous qui déterminons ce que notre économie produit, comment on le produit et le partage.

«Nous, c'est-à-dire surtout pas ces tyrannies privées que sont les corporations ou toutes ces terrifiantes officines plus ou moins secrètes qui les servent. Mais dès aujourd'hui, je veux rappeler que l'impôt est chose saine et que sa progressivité est cruciale en démocratie. Ce que Charest propose, c'est de vous laisser 500 \$ de plus dans les poches, après quoi vous devez vous acheter un hôpital, une université et des autoroutes payantes avec votre magot.

«Autre chose: la création d'emplois,

c'est une tarte à la crème. Neuf fois sur dix, ça veut dire création de déchets, de laideur et de pollution subventionnés. Nous lancerons donc un grand débat national sur l'économie et aussi sur l'écologie, avant qu'il ne soit trop tard, trop tard parce que notre eau, par exemple, n'a plus de valeur que du fait qu'elle est tellement nitrée qu'il faut infiniment la dépolluer.

«Nous aurons aussi une nouvelle politique internationale. Il est désormais clair que ceux qui pensaient qu'en commerçant avec des bourreaux on transmet des valeurs ont eu raison. Hélas, et doux commerce mes fesses: ce sont moins nos droits de l'homme qu'ils apprennaient que nous qui assimilions leurs méthodes. Au premier rang de nos préoccupations ne figurent donc plus les voyages d'affaires chez les assassins, mais l'aide internationale, la culture, l'éducation; et nous allons lutter contre tous les AMI présents ou à venir, prône une taxe Tobin et faire du Québec une terre d'accueil digne de ce nom. En passant: j'annonce une amnistie générale pour le Chiliens.

«Ne me demandez pas de fournir des recettes toutes faites précisant le détail de ce qui précède: je n'en ai pas. Il n'y a rien de plus dangereux que les recettes toutes faites et ce n'est ni à moi ni à personne de décider pour tous. Ce que j'esquisse ici demande à être expérimenté, enrichi, par chacun de nous. Parions que le sens et le goût du politique nous donneront la force d'avoir autre chose que le déficit zéro comme projet collectif. Nous reformerons, faute de pouvoir révolutionner; mais l'essentiel est qu'on s'engage à imprimer ces valeurs et cette direction à nos réformes, qui seront alors beaucoup plus que des réformes: ce seront des réformes non réformistes, selon le beau mot de Gorz.

«Voilà. Votre dilemme n'est plus de choisir entre la droite et la droite, entre un ex-conservateur et un ex-conservateur. Vous avez une réelle solution de rechange. Voter, c'est affirmer son choix.»

J'en étais à me demander si je n'allais pas voter, juste pour une fois, quand je me suis réveillé.
baillargeon.normand@uqam.ca

À PROPOS

...de la culture dans la ville

Pendant notre deuxième mandat, nous nous engageons à:

- redonner une vocation culturelle à la Bibliothèque centrale, axée sur la jeunesse, en collaboration avec différents partenaires;
- continuer l'implantation de la Grande Bibliothèque;
- développer d'autres maisons de la culture (Cartierville, Notre-Dame-de-Grâce (Cinéma V), Rivières-des-Prairies, arrondissement Villerey-Saint-Michel-Parc-Extension);
- développer le patrimoine culturel et historique de Montréal;

■ implanter le Festival d'hiver (art de vivre, gastronomie et plein air).

Cette culture, ce sont les artistes et les artisans, les festivals et les foires qui serpentent la ville et l'animent en juillet, en août ou en décembre. La culture, c'est un creuset d'informations et de renseignements, ce sont des livres, une ouverture toute spéciale vers l'information électronique qui relie les humains et rapetisse la planète.

Plateforme électorale de l'Équipe Bourque/Vision Montréal

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX
Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, PIERRE CAYOUILLE, NORMAND THÉRIAULT
Rédacteur en chef adjoint JEAN-ROBERT SANSAÇON
Rédacteur en chef adjoint CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes et marketing MARTINE DUBÉ

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333
F A I S C E Q U E D O I S

I D É E S

LA BATAILLE DES CHEFS

Est-ce la fin de l'effet Charest?

Il est plausible de penser que l'image des chefs jouera un rôle important dans l'élection qui vient

RICHARD NADEAU
Département de science politique,
Université de Montréal

JEAN-MARC LÉGER
Président de Léger et Léger,
Recherche et stratégie-marketing

sur la comparaison de leur compétence respective comme chef de gouvernement. Pour mesurer ces différents aspects de l'évaluation des chefs, trois questions ont été incluses dans le dernier sondage Léger et Léger. La première mesure la satisfaction envers la performance de Lucien Bouchard et Jean Charest, la seconde cherche à établir si les répondants ont une impression favorable ou défavorable de ces chefs et la troisième consiste à demander quel leader politique ferait le meilleur premier ministre.

Les résultats obtenus à la première question sont présentés au tableau 1. Première constatation, la satisfaction envers Lucien Bouchard est très élevée (61%), particulièrement chez les francophones où les satisfaits sont presque deux fois plus nombreux que les insatisfaits. La satisfaction envers Jean Charest est significativement moins élevée, un Québécois sur deux se dit insatisfait (38%) ou indécis (12%) quant à sa performance à la tête du PLQ. Le contraste entre les perceptions des francophones et des non-francophones est particulièrement frappant dans le cas du leader libéral. Alors que l'écrasante majorité des non-francophones (71%) se dit satisfaite de Jean Charest, une nette majorité de francophones se montre insatisfaite (43%) ou indécise (12%) à son endroit.

Une autre façon de mesurer les perceptions sur les chefs politiques consiste à demander aux répondants d'exprimer leurs sentiments à leur égard par un chiffre allant de 0 à 100. Sur ce thermomètre, des résultats allant de 0 à 50 représentent des évaluations négatives ou tièdes alors que des évaluations supérieures à 50 représentent des évaluations positives. Les données du tableau 2 permettent de constater que les électeurs ayant une impression favorable de Lucien Bouchard (56%) sont significativement plus nombreux que ceux ayant une impression positive de Jean Charest (47%). Une profonde polarisation linguistique

marque ces perceptions, Lucien Bouchard dominant facilement chez les francophones (63% contre 42% pour Jean Charest) et le chef libéral l'emportant haut la main chez les non-francophones (69% contre 29% pour M. Bouchard).

Les deux mesures présentées aux tableaux 1 et 2 portent sur des évaluations individuelles des chefs. La mesure présentée au tableau 3 est de nature comparative (et prospective) puisqu'elle demande au répondant de désigner qui, de Lucien Bouchard, Jean Charest ou Mario Dumont, ferait le meilleur premier ministre pour le Québec. Contrairement aux données sur la satisfaction et les impressions d'ensemble, les résultats sur le choix du meilleur premier ministre placent les chefs du PQ et du PLQ virtuellement à égalité. Deux facteurs expliquent cet état de chose: la polarisation linguistique encore plus intense sur cette question et le fait que les appuis reçus de Mario Dumont viennent d'une clientèle plus proche du PQ que du PLQ. Au total cependant, c'est encore la polarisation linguistique qui frappe, plus de 60% des francophones optant pour les deux anciens chefs du camp du OUI, Lucien Bouchard (46%) et Mario Dumont (16%), alors que près de quatre non-francophones sur cinq (77%) jettent leur dévolu sur Jean Charest.

Les résultats sur la question du meilleur premier ministre illustrent bien les données de la lutte électorale qui s'annonce au Québec. La bataille des chefs est en fait constituée de deux combats inégaux dont l'amalgame devrait produire une lutte âpre et un résultat serré. Ces mêmes données illustrent aussi une dynamique cruciale pour la suite des événements. L'avance de Lucien Bouchard sur Jean Charest comme meilleur premier ministre, qui n'était plus que de six points chez les francophones en mai dernier (43 contre 37%), s'est creusée depuis et atteint maintenant

15 points (46 contre 31%). L'image de Jean Charest s'est manifestement détériorée de façon notable chez les francophones depuis quelques mois. Pour espérer remporter la prochaine élection, le chef libéral doit donc renverser la vapeur et reconquérir une partie du terrain perdu dans cet électorat. Les prochaines semaines permettront de voir si le dévoilement du programme du PLQ aura contribué à renverser ou, au contraire, à accentuer cette dynamique d'érosion de la popularité de Jean Charest au sein de la majorité francophone.

Conclusion

Deux conclusions s'imposent de ce tour d'horizon sur les perceptions des chefs. Premièrement, il est plausible de penser que l'image des chefs jouera un rôle important dans l'élection qui vient. Cette conclusion tient non pas tant à ce que la popularité des leaders peut, à elle seule, bouleverser l'échiquier électoral, les échecs répétés de leaders populaires à la tête de gouvernements discrédités le montrant assez, mais parce qu'un ensemble de facteurs lourds comme la satisfaction relative envers le gouvernement sortant et la loyauté traditionnelle de la clientèle libérale laisse présager un résultat serré dont l'issue pourrait bien dépendre de variations assez modestes de l'image des chefs au cours de la campagne électorale.

La seconde conclusion est que l'image de Jean Charest paraît plus friable, et donc plus sujette à changement que celle de son adversaire péquiste. Lucien Bouchard a été chef de l'opposition officielle, chef virtuel du camp du OUI et chef de gouvernement depuis près de trois ans. Les électeurs ont donc eu l'occasion de l'évaluer et de le connaître ainsi que l'atteste le pourcentage extrêmement faible, presque nul en fait, de répondants affichant de l'indécision à son égard. Les électeurs connaissent moins bien Jean Charest et un nombre significatif d'entre eux manifestent encore de l'hésitation à se prononcer sur lui. Dans la mesure où les évaluations du chef du PQ reposent sur une information plus complète que celles portant sur son adversaire libéral, à peine 4% des répondants optant pour Lucien Bouchard comme

TABLEAU 1
SATISFACTION ENVERS
LUCIEN BOUCHARD ET JEAN CHAREST

Question: Êtes-vous satisfait(e) ou non du travail de Lucien Bouchard comme premier ministre du Québec? De Jean Charest comme chef du Parti libéral du Québec?

	Bouchard			Charest		
	Tous	Francophones	Non-francophones	Tous	Francophones	Non-francophones
Satisfaits	61	65	43	49	44	71
Insatisfaits	38	34	56	38	43	20
Indécis	1	1	1	12	13	9

TABLEAU 2
IMPRESSION DE
LUCIEN BOUCHARD ET JEAN CHAREST

Question: Que pensez-vous de Lucien Bouchard et de Jean Charest sur une échelle de 0 à 100 où 0 veut dire que vous n'aimez vraiment pas du tout Lucien Bouchard ou Jean Charest et 100 veut dire que vous les aimez vraiment beaucoup?

	Bouchard			Charest		
	Tous	Francophones	Non-francophones	Tous	Francophones	Non-francophones
Favorable	56	63	29	47	42	69
Défavorable	43	36	70	50	56	27

TABLEAU 3
CHOIX DU MEILLEUR PREMIER MINISTRE

Question: Qui, selon vous, ferait le meilleur premier ministre pour le Québec? Lucien Bouchard, Jean Charest ou Mario Dumont?

	Tous	Francophones	Non-francophones
	Bouchard	39	46
Charest	40	31	77
Dumont	14	16	6

Source: Sondage Léger et Léger effectué entre le 5 et le 8 octobre. Taille de l'échantillon: 1017. Taux de réponse: 63%.

meilleur premier ministre se disent insatisfaits ou indécis à son sujet alors que cette proportion atteint 22% pour Jean Charest, il est permis de croire que l'opinion au sujet de Jean Charest, qui a déjà beaucoup fluctué depuis quelques mois, pourrait le faire encore de façon notable durant la campagne. Là se trouve peut-être la clé de la prochaine élection.

La popularité personnelle des chefs politiques exerce une influence importante sur les résultats électoraux. Ce phénomène, qui a également été observé même lorsque les citoyens, comme au Québec, n'élisent pas directement le chef du gouvernement, a amené certains observateurs à parler de la «présidentialisation» des régimes parlementaires.

Ces remarques soulignent l'intérêt de mesurer les perceptions des Québécois sur leurs chefs politiques à quelques semaines du prochain rendez-vous électoral. Les résultats de cette analyse sont clairs. Si Jean Charest continue à régner sans partage chez les non-francophones, Lucien Bouchard le devance maintenant largement chez les francophones. Bien que maintenant inégale, la bataille des chefs n'en sera pas moins féroce chez les francophones, car le Parti québécois doit, en raison de l'appui massif au PLQ chez les non-francophones, l'emporter très largement dans ce groupe s'il veut gagner la prochaine élection. Si la popularité actuelle de Lucien Bouchard procure à son parti une victoire décisive chez les francophones, le PQ sera réélu. Par contre, si Jean Charest reprend une partie du terrain perdu et limite les troupes de Lucien Bouchard à une domination plus modeste chez les francophones, le PLQ l'emportera.

L'image des chefs

Trois mesures globales des perceptions des chefs politiques sont généralement employées. La première, individuelle et rétrospective, mesure l'opinion sur la façon dont les chefs s'acquittent de leur tâche, la seconde, plus affective, évalue l'impression globale des répondants à leur endroit et la troisième, de nature prospective, porte

Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur

Un rôle essentiel pour le développement humain

Quelques conditions garantes de la pertinence de l'enseignement supérieur

CÉLINE SAINT-PIERRE

Présidente du Conseil supérieur de l'éducation du Québec. Cette conférence a été présentée le 9 octobre dans le cadre de la séance «Exposés de clôture: L'enseignement supérieur et l'avenir».

PREMIER DE DEUX TEXTES

Au moment d'entrer dans le XXI^e siècle, les institutions universitaires sont mises au défi. L'objectif de l'UNESCO en convoquant cette conférence mondiale visait à rassembler les principaux acteurs, tant les pays membres que les ONG, qui, partout dans le monde, se préoccupent de l'enseignement supérieur.

Afin d'assurer à l'enseignement supérieur toute sa pertinence comme outil de développement social et économique dans une perspective d'amélioration du mieux-être de l'humanité, certaines conditions doivent être réunies. J'en exposerai quelques-unes qui m'apparaissent fort importantes pour revoir les orientations de l'université pour la prochaine décennie:

1. La reconnaissance de la nécessité de l'autonomie institutionnelle et de la liberté de l'enseignement et des responsabilités correspondantes en matière d'éthique et de déontologie; et en contrepartie, l'imputabilité et la responsabilité des établissements d'enseignement supérieur dans la réalisation des objectifs et dans l'atteinte des résultats attendus; les institutions d'enseignement supérieur se doivent donc de faire les efforts nécessaires afin d'aller chercher les appuis requis dans la société et ce, en faisant mieux connaître ce qui se fait dans les établissements. Cela rend ainsi nécessaire de produire l'information pertinente sous une forme compréhensible et accessible pour les partenaires et de la diffuser publiquement afin d'assurer toute la transparence sur le fonctionnement des établissements.
2. L'évaluation de la qualité de la formation doit se faire en lien avec les attentes de la société et avec les objectifs propres à chaque programme et à chaque établissement; l'évaluation institutionnelle doit porter sur les résultats obtenus plutôt que sur les façons de faire ou les processus; il faut développer une culture de l'évaluation propre au système d'éducation et faire de l'évaluation un processus qui soit permanent, qui vise à améliorer la qualité de l'éduca-

tion et à soutenir les acteurs concernés: tant les directions d'établissement que les enseignants, les étudiants et autres employés de l'éducation.

3. La réaffirmation de la nécessité de la prépondérance du financement public dans les budgets des établissements afin d'assurer le maintien de l'enseignement supérieur comme service public, en même temps qu'est admis le principe de la diversification des sources de financement.

4. Les orientations qui guident la révision des programmes rendue nécessaire par les nouvelles exigences de formation doivent aussi traduire les valeurs culturelles propres à chaque société et s'ouvrir à l'interdisciplinarité et à la transdisciplinarité. Il faut rappeler ici la position de l'UNESCO selon laquelle cette transdisciplinarité doit comporter une dimension éthique dans la façon d'entrevoir les problèmes et de les solutionner. Par ailleurs, les institutions devront agir avec plus de célérité dans l'élaboration de programmes afin de répondre aux besoins de la société et aux changements majeurs que nous vivons actuellement.

5. La reconnaissance des acquis par un système adéquat d'évaluation des apprentissages faits à l'extérieur du système d'enseignement formel demeure une tâche à réaliser dans la plupart des pays.

6. Tout en reconnaissant le rôle central des NTIC dans le soutien au développement pédagogique et dans l'accroissement de l'accès à la connaissance, il faut réaffirmer qu'elles ne peuvent se substituer à la relation professeur-étudiant.

7. La coopération internationale doit être plus présente dans les activités des institutions et répondre à l'accroissement de l'interdépendance des sociétés et des migrations des populations. D'où l'importance d'encourager la mobilité des étudiants et des professeurs et de s'entendre sur la reconnaissance des diplômes des institutions des pays. Et il faut rappeler ici la Convention de l'UNESCO à cet égard.

8. L'éducation à la citoyenneté dans un monde pluraliste

doit faire partie des programmes d'études et de la culture des établissements. Cela veut dire que l'enseignement supérieur doit préparer les étudiants à s'engager dans une culture de la paix, à pouvoir fonctionner dans plusieurs cultures et à envisager des solutions de type coopératif aux problèmes liés à la mondialisation. Les objectifs des programmes doivent permettre le développement de ces compétences afin de créer des bases de valeurs communes et d'accroître la compréhension mutuelle et la coopération, tant à l'intérieur de chaque groupe qu'entre les diverses communautés d'intérêt. L'acquisition de ces compétences ne doit pas faire l'objet de cours spécialisés réservés à certains étudiants seulement.

9. Les institutions d'enseignement supérieur doivent inscrire leur mission dans une perspective de partenariat avec les principaux acteurs de la société et donner toute la place qui doit lui revenir à la société civile; c'est dans cette perspective qu'elles se doivent de répondre aux demandes de contribution qui lui viennent des autres acteurs de la société et s'intégrer dans des réseaux nationaux et internationaux.

10. Dans le contexte de tous ces changements externes et des nouveaux défis qui se posent à l'enseignement supérieur, un enjeu majeur demeure celui de la formation et du perfectionnement des professeurs afin de les préparer à faire face à ces changements. De la même manière, des programmes de formation spécifiques doivent être mis en place afin de mieux préparer les gestionnaires d'établissements d'enseignement supérieur à assumer leurs responsabilités et leur leadership.

Voilà autant de conditions à remplir pour que l'enseignement supérieur puisse consolider sa pertinence et renforcer le rôle qui doit lui revenir dans la société du savoir où une formation de qualité accompagnée d'une diplomation constitue le passeport recommandé pour exercer une pleine citoyenneté.

Demain: Face aux défis à relever, un espoir naît, mais aussi l'inquiétude.



Céline Saint-Pierre

Le bureau du commissaire

PIERRE VADEBONCŒUR
Écrivain

L'interview de M. Bouchard par Stéphan Bureau, mardi dernier, ce n'était pas une interview mais un interrogatoire de police: une conversation éclairante donc, un grand moment de télé...

Le petit commissaire n'avait qu'une idée: presser le prévenu sur ce que celui-ci pouvait avoir derrière la tête. En journalisme parlé, cette technique est simple: les questions insistantes, soupçonneuses, accusatrices finissent par apparaître comme des réponses, et voilà le point de vue de l'intervieweur qui passe et fait l'émission.

S'agissait-il, pour M. Bureau, de se faire pardonner par ses patrons l'impolitesse dont il avait fait montre plusieurs jours auparavant, envers M. Charest cette fois, lorsque, après d'autres inéligances étonnantes, il avait, pour clore l'émission, coupé la parole à son hôte au beau milieu d'une phrase?

C'est un spectacle, un régal. Est-ce que, par hasard, on ne se prendrait pas pour un personnage?

Pratiquer l'insolence et n'en avoir pas les moyens. Sautiller, s'exciter. Presque couper la parole à l'hôte, encore une fois. Supposer la mauvaise foi. En faire la preuve en l'inventant. Axer l'émission sur un requésoire larvé. Nous avons eu droit à tout ça, mardi soir.

Le type était rapide, comme toujours. Rapide, efficace. Pas le temps de savoir ni en quoi ni pourquoi. Redoutable. Pas le temps de se demander dans quel but. Stéphan Bureau s'annonce de plus en plus comme le produit de lui-même. Cela n'a pas pris de temps. Quelques semaines à peine. La pensée de ses hôtes est simplement sa propre idée à lui. Du haut de son petit tabouret, il dicte. Il pose des questions précipitées qui sont ce qu'il y répond lui-même.

D'ailleurs, la télé de Radio-Canada, aux informations, devient proprement imbuvable. Opérations subliminales. L'obligatoire tournée physique du Canada. Propagande de moins en moins subtile. Du canadien jusqu'à plus soif. Sans compter ce délire: Chrétien au moins une fois par soir.

C'est fatigant. Je passe à TVA, chez Simon Durivage. On y pense peut-être un peu à autre chose.



Pierre Vadeboncoeur

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Louis Lapierre (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Jean Charrier (régions), Paule des Rivières (éducation), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Judith Lachapelle, Kathleen Lévesque (actualités politiques municipales), Caroline Montpéti, Brian Myles (politique municipale), Isabelle Paré (santé), Jean Pichette (justice), Clément Trudell (relations de travail), Serge Truffaut (questions urbaines); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Dulos et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographies); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon (arts visuels et théâtre), Paul Cauchon (médias), Marie-Andrée Chouinard (livres et politiques culturelles), Louise Leduc (musique), Jean-Pierre Legault, Odile Tremblay (cinéma); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Robert Dutriscac, Benoît Munger, François Normand, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (adjoint au directeur de l'information), Guy Taillefer (éditorialiste); à l'information politique: Pierre O'Neill, Manon Cornélière (correspondante parlementaire à Ottawa), Mario Cloutier et Gilles Lesage (correspondants parlementaires à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec); à l'information sportive: Yves d'Avignon; Claude Lévesque; à l'information à la rédaction: Julie Tremblay, Marie-Claude Petit (comité). La documentation: Gilles Paré (directeur); Brigitte Arseneault, Marion Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Martine Dubé (directrice), Daniel Barbeau (responsable de la publicité), Carole Dalbère (amis publics et appels d'offres), Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslain Côté, Marlène Côté, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Chantal Rainville, Micheline Ruelland, Alexandre Leduc (publicitaires); Geneviève Landry, Sylvie Laporte, Micheline Turgeon; Françoise Ouellet (secrétaire). LA PRODUCTION Jocelyn Arseneault (directeur des approvisionnement, distribution et production), Marie-France Turgeon (responsable de la production), Claudine Bedard, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Christian Goulet, Marie-Josée Hudon, Christian Vien, Olivier Zaida (responsable), Evelyne Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Manon Blanchette-Turcotte, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne-d'Arc Houde (secrétaire à la direction); Céline Furoy, Patrick Inkol (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Danielle Nantel (secrétaire administrative), Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

ACCORD

SUITE DE LA PAGE 1

compromis de faire confirmer cette décision par un organe palestinien intermédiaire et plus facile à réunir, mais Israël a refusé.

«Nétanyahou a clairement dit qu'il n'y aurait pas d'accord sans une réunion du CNP sur la Charte», a souligné un responsable israélien. Si ce problème n'est pas réglé, a prévenu un autre, le sommet pourrait se terminer sur une simple «déclaration de principes» laissant les détails d'un accord en suspens.

La proximité du shabbat, le repos juif hebdomadaire, imposait aux Israéliens de partir de Wye hier dans la soirée, de façon à regagner Israël avant la tombée de la nuit aujourd'hui, ou de passer le week-end aux États-Unis.

Le président a eu un entretien d'une heure avec MM. Arafat et Nétanyahou puis a rencontré séparément chacun d'eux pendant que le secrétaire d'Etat Madeleine Albright voyait l'autre.

Les deux hommes se sont ensuite isolés pendant vingt minutes sur un canapé, en marge d'un déjeuner entre les délégations israélienne et palestinienne. Il s'agissait de leur premier entretien en tête à tête depuis vendredi dernier.

Selon le porte-parole de la Maison-Blanche, Joe Lockhart, le président a fait valoir à MM. Arafat et Netanyahou qu'après 20 mois de blocage au Proche-Orient, ils devaient «prendre les décisions difficiles aujourd'hui».

Mais «personne ne sait pour l'instant comment cela va tourner, si les décisions cruciales vont pouvoir être prises», a estimé ensuite le porte-parole du département d'Etat, James Rubin. Il a qualifié les négociations d'«épuisantes».

M. Clinton a passé plus de 60 heures depuis jeudi dernier dans ce coin de campagne du Maryland. Cette fois, il a apporté avec lui son chien Buddy, un Labrador d'un an couleur chocolat.

Selon des diplomates jordaniens, le roi Hussein cherchera surtout à résoudre le problème de la Charte ainsi que la question du troisième retrait militaire israélien de Cisjordanie. La négociation à Wye porte notamment sur un deuxième retrait militaire israélien, en échange de garanties de sécurité de la part des Palestiniens.

M. Rubin a confirmé que les discussions d'hier s'étaient concentrées sur la Charte et sur le troisième retrait, ainsi que sur la libération progressive de 3500 Palestiniens en prison en Israël. De gros progrès ont en effet été accomplis sur le deuxième retrait et la sécurité, a-t-il rappelé.

Les experts des deux camps avaient passé une partie de la nuit précédente à peaufiner un document américain, d'une vingtaine de pages tout au plus, qui doit fournir la base d'un accord.

Il prévoit qu'une deuxième portion de la Cisjordanie, de l'ordre de 13 %, passe sous le contrôle des Palestiniens en échange de mesures énergiques de leur part pour prévenir des attentats.

Les Palestiniens contrôlent déjà de manière totale ou partielle 27 % de la Cisjordanie, dont les principales villes, et 60 % de la bande de Gaza.

De l'affaire Coffin au tour de l'île d'Orléans



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

SAIT-ON que les Éditions de l'Homme, maison d'édition aujourd'hui reconnue pour sa spécialité dans le domaine du guide pratique, ont fait leurs premiers pas avec l'histoire Coffin et sous la gouverne du sénateur Jacques Hébert, alors journaliste? L'occasion de le rappeler était bonne hier soir alors qu'on soulignait en grande pompe le 40e anniversaire de la maison, dont le catalogue compte plus de 1500 titres et le nombre d'exemplaires vendus avoisine les 20 millions. Pour souligner cet anniversaire, et le passage des Éditions de l'Homme à 40 années d'expérience, la Bibliothèque nationale du Québec accueille d'ailleurs l'exposition Des livres qui s'ouvrent sur le monde jusqu'au 14 novembre. Fondée en 1958, la maison est issue de la rencontre entre Jacques Hébert et l'éditeur et libraire Edgar Lespérance. La parution de leur tout premier titre allait les propulser très rapidement puisqu'il s'agissait du pamphlet Coffin était innocent, suivi peu après des Insolences du frère Untel. L'an dernier, un ouvrage comme L'île d'Orléans, de l'historien Michel Lessard, a également soulevé l'intérêt de la critique et du public. Tout le gratin littéraire s'était donc donné rendez-vous hier à la Bibliothèque nationale du Québec pour inaugurer cette exposition et célébrer 40 ans d'édition prolifique. Ci-dessus, le cofondateur des Éditions de l'Homme, Jacques Hébert, le président-directeur général de Sogides, Pierre Lespérance, la ministre de la Culture et des Communications, Louise Beaudoin et le lieutenant-gouverneur du Québec, Lise Thibault.

MÉDECINS

SUITE DE LA PAGE 1

des gens, parce que nous avons trop de patients à traiter. Aujourd'hui, on porte l'odieux de ces choix», déplore le docteur Jean-Paul Bahary, chef du département de radio-oncologie au Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM).

«Si on envoie des patients se faire traiter ailleurs [au Québec], c'est parce qu'on pense qu'il y a un danger pour eux. On tolère de plus en plus des délais excessifs», renchérit le docteur Roy de l'Hôtel-Dieu, dont le centre, débordé, a cessé de traiter les cas non urgents depuis le 23 septembre dernier.

De récentes études démontrent que pour les cancers de la gorge, un délai de plus de quatre semaines avant un traitement de radiothérapie entrave les chances de guérison et favorise la progression de la maladie. A Montréal, les délais moyens d'attente pour ce type de cancer (oto-rhino-laryngologie) étaient de cinq à six semaines en septembre.

Selon le docteur Michel Gélinas, radio-oncologue au CHUM, il est vrai que certains patients cancéreux, traités par chirurgie, peuvent attendre plus que les malades atteints d'autres types de cancers. «On sait que pour le cancer de la prostate, ça évolue lentement. Pour le cancer du sein, on peut parfois se permettre d'attendre parce que la tumeur a été enlevée. Mais il peut arriver que des cellules cancéreuses qu'on a pas vu subsistent», précise-t-il.

Selon l'Association des médecins radio-oncologues du Québec, environ 1500 patients figurent sur les listes d'attente des hôpitaux du Québec pour des traitements de radiothérapie.

A l'heure actuelle, les délais moyens en cancer du sein atteignent six à sept semaines à Montréal. Mais dans certains centres, comme le pavillon Notre-Dame du CHUM, on recense une attente de 12 semaines. À l'Hôtel-Dieu de Québec, les délais, grimpés à 17 semaines avant le 23 septembre, sont redescendus à 15 semaines depuis que les patients des régions sont référés à des centres de Montréal.

Toujours dans la métropole, un polaroid de la situation à la mi-septembre révélait que pour un cancer du système digestif, les délais moyens étaient de 5,5 semaines, de trois à quatre semaines pour les cancers gynécologiques, de cinq semaines pour les cancers lymphatiques, de six semaines pour la prostate, de cinq à six semaines pour les cancers des bronches, des poumons et de la trachée, de quatre semaines pour le système urinaire et de 2,5 semaines pour

les cancers du cerveau et du système nerveux.

Chose certaine, la situation s'est détériorée lentement, mais sûrement, au cours des dernières années au Québec, soutiennent les radio-oncologues.

«J'ai des patients à qui je conseille de voir s'il y a des ouvertures ailleurs. On doit dire à nos patients qu'il y a des risques à attendre», affirme le docteur Gélinas.

Pour l'heure, seule l'augmentation du nombre de radio-oncologues, doublée d'une mise à jour des équipements, pourra régler le problème des délais imposés aux malades. Or, les conditions de travail font fuir les résidents qui, cette année, n'ont comblé que la moitié des huit postes qui étaient offerts dans les hôpitaux. «La situation est pourrie, on ne pourra pas remédier à cela à court terme», dit le docteur Roy, qui croit que le gouvernement doit tout de suite penser à demain, pour éviter de nouvelles pénuries dans l'avenir.

Récemment, Québec acceptait de hausser les admissions dans cette spécialité pour porter à 63 le nombre de radio-oncologues au Québec dans cinq ans.

Mais à l'heure actuelle, le Québec ne compte que 37 de ces spécialistes (100 en Ontario), alors qu'il en faudrait 65 pour répondre à la demande, et 72 en l'an 2001. Depuis deux ans, 15 % des effectifs (six radio-oncologues) ont quitté le Québec pour d'autres provinces, pris leurs retraites ou réorienté leurs pratiques. «Ici, nous avons une pratique de pompier, ce n'est pas très attirant. C'est presque impossible de recruter quand les gens voient les conditions dans lesquelles on travaille», affirme le docteur Gélinas.

Pour preuve, le Québec a mis trois ans à recruter deux médecins du Maroc pour ouvrir, en décembre prochain, un centre de traitement à Rimouski. Les spécialistes de la radiothérapie affirment qu'en Ontario, au prorata de la population, le nombre de radio-oncologues est deux fois plus élevé qu'au Québec.

Mais outre la pénurie de spécialistes, d'autres facteurs expliquent l'explosion des listes d'attente. Vieillesse de la population oblige, les cas de cancers sont en nette progression. Alors que 32 000 nouveaux cas de cancers sont dépistés chaque année — dont la moitié nécessite la radiothérapie —, on prévoit 36 000 cas en 2001. «On fonctionne déjà 12 heures par jour, et on n'arrive pas», affirme le docteur Bahary. «On a augmenté nos heures, renchérit le docteur Gélinas, mais ça ne raccourcit pas les listes d'attente. Cela ne pourra être réglé tant qu'on aura pas plus de radio-oncologues.»

DORÉ Personne à Équipe Montréal n'a vu venir le coup

SUITE DE LA PAGE 1

quatre ans», a affirmé M. Doré, visiblement ébranlé.

Malgré un geste que d'aucuns ont associé à la générosité, l'heure était à la gestion de crise, hier soir, au quartier général d'Équipe Montréal. Les 51 candidats et les organisateurs du parti se sont réunis d'urgence à 17 heures afin d'entendre de vive voix les explications de leur chef dont les intentions ont d'abord été connues des médias. Il appert que personne n'avait vu le coup venir, que certains assimilaient d'ailleurs à une trahison.

En entrevue au Devoir tôt en matinée, M. Doré avait l'air défait et entamait ni plus ni moins qu'un bilan de campagne similaire à un post mortem. «Je pense que la campagne est trop longue. On a beaucoup parlé de problèmes mais personne ne se démarque. [...] Pourtant, Équipe Montréal est porteuse de l'espoir. Notre parti est la synthèse des sensibilités de divers milieux», a-t-il soutenu, toujours convaincu que les gens l'entourant ont la force de défendre Montréal.

Jean Doré a rejeté l'idée de siéger dans l'opposition. «Si j'ai un deuxième non de la population, je préparerai la relève», a-t-il affirmé. «J'irai et tu me serviras de coach», a alors lancé son bras droit, le candidat dans Peter McGill, Jean Lamarre. «Je serai près de toi mon ami», lui a assuré M. Doré, visiblement ému. Le chef d'Équipe Montréal s'est donné jusqu'à dimanche pour compléter sa réflexion. «Je ne parle pas pour l'instant de retrait de la course, je dis que je mets toutes les cartes sur la table. Mais rien n'est exclu.»

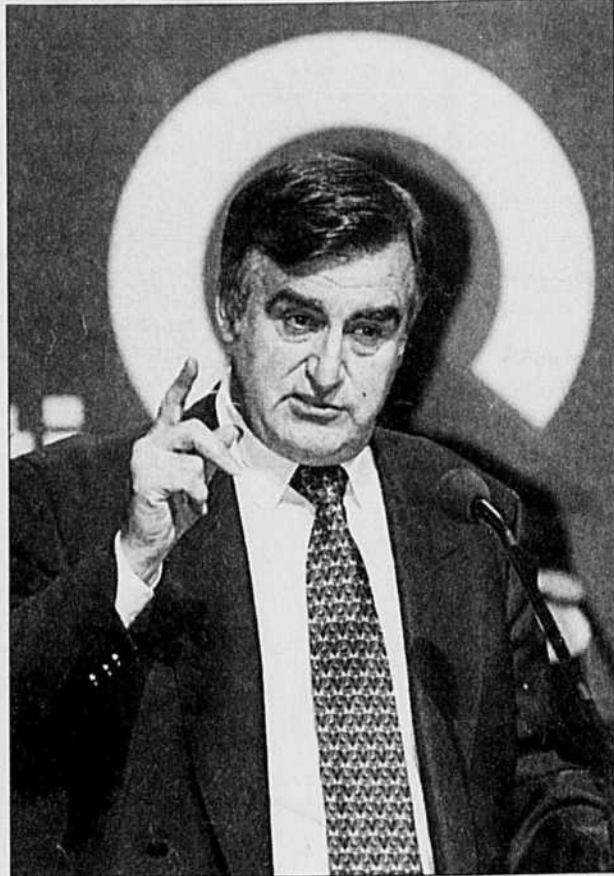
Dans le clan Duchesneau, on s'attendait à recevoir un

appel téléphonique après la réunion du caucus d'Équipe Montréal. Les organisateurs de Nouveau Montréal voyaient mal quel genre de discussions pourraient être entamées. D'ailleurs, le principal intéressé par cet appel au ralliement a d'abord réagi légèrement à la sortie de M. Doré, même si avec la marge d'erreur de 4 %, il se retrouve à égalité avec son adversaire. M. Duchesneau obtient 20,4 % des intentions de vote contre 17,1 % pour M. Doré. Michel Prescott faire la marche avec 11,4 %.

«Il n'y a pas longtemps, [Jean] Doré m'a envoyé un message en me disant qu'il ne fallait pas diviser le vote. Aujourd'hui, je lui renvoie l'ascenseur et je lui dit qu'il ne devrait peut-être pas diviser le vote. [...] Si c'est un homme de parole, il doit justement faire cette réflexion. Il est troisième, en chute libre. M. Doré doit s'en aller pour empêcher que M. Bourque soit ramené à l'Hôtel de Ville», a lancé le chef de Nouveau Montréal.

Mais en début d'après-midi, le discours de M. Duchesneau a évolué, celui-ci jugeant finalement que pour convaincre les supporters de Jean Doré de passer dans son camp, il faudrait peut-être saluer le courage de son adversaire. «C'est honorable et honnête d'agir de cette façon-là. Il a dit travailler pour les intérêts de Montréal et je crois qu'il le prouve par son geste.»

Questionné sur la façon dont il allait réagir au message de Jean Doré, le chef de Nouveau Montréal n'a voulu se compromettre d'aucune manière. «Je vais attendre que M. Doré finisse sa réflexion, mais une chose est claire, il faut empêcher que M. Bourque revienne à l'Hôtel de Ville. [...] Si M. Doré veut faire des choses, on est toujours ouverts, mais moi je suis accompagné de la vraie équipe.»



RENÉ MATHIEU LE DEVOIR

Devant les étudiants de l'Université Laval, le premier ministre Lucien Bouchard a joué la carte social-démocrate.

BOUCHARD

Le premier ministre est d'accord pour que Parizeau fasse campagne pour le gouvernement

SUITE DE LA PAGE 1

surréaliste. La gestion que nous avons faite est telle qu'elle va permettre de dégager des surplus.»

Les engagements du PQ touchent l'impôt des particuliers notamment. «Nous allons consacrer plus de un dollar sur deux des surplus pour soulager les jeunes familles en particulier et réduire leur impôt. Et presque un dollar sur deux des nouveaux surplus sera investi dans la santé, dans l'éducation, pour les familles et l'emploi.» Le prochain mandat péquiste, promet le chef du PQ, sera consacré aussi à l'amélioration des barèmes de la sécurité du revenu, à la lutte contre la violence faite aux femmes, à la protection de la jeunesse, au recul des clauses discriminatoires et à la reconnaissance des conjoints du même sexe.

«Pour ce qui concerne l'Etat employeur, a-t-il annoncé, nous allons tout de suite corriger des choses: le gel des échelons qui a touché les jeunes enseignants, c'est terminé. Il n'en est plus question. La situation des occasionnels dans la fonction publique sera améliorée, c'est certain.»

M. Bouchard n'a cependant presque pas parlé de souveraineté hier. Il n'a pas voulu promettre qu'il y aura «immanquablement» un référendum lors d'un éventuel prochain mandat, mais il a répété que son gouvernement travaillera et réussira à réunir les conditions gagnantes d'un tel scrutin.

A son auditoire, il a toutefois promis de geler les frais de scolarité pendant la durée d'un prochain mandat péquiste. Il a aussi expliqué qu'il était hors de question de réduire davantage les budgets alloués aux universités. Au contraire, il a affirmé qu'une partie des surplus budgétaires serait assurément consacrée à l'éducation supérieure.

«En mobilisant l'imagination et le talent du monde universitaire, on peut faire en sorte que les budgets actuels soient nettement mieux utilisés pour rendre un service encore plus grand aux étudiants et au Québec. Ensemble, les recteurs, les étudiants, les enseignants et le gouvernement doivent déterminer comment mieux cibler le financement actuel et à venir.»

Prenant ses distances d'un discours néolibéral qui choisit l'Ontario du chacun pour soi et de la loi du marché comme modèle, le premier ministre a rappelé les réalisations sociales de son gouvernement au cours des dernières années: le système de garderies à 5 \$, l'équité salariale, la perception automatique des pensions alimentaires et la clause d'appauvrissement zéro. Les libéraux, soutient-il, veulent sabrer dans ces programmes.

«Ils proposent le gel de la compassion. Pas un dollar de plus pour l'économie sociale. Pas un dollar de plus pour les Carrefours jeunesse emploi. Pas un sou de plus pour la lutte à la pauvreté. [...] Ce serait du chacun pour soi devant les forces du marché. Chacun pour soi comme dans l'Ontario de Mike Harris.»

Plus tard, en point de presse, M. Bouchard a bien pris soin de ne pas s'en prendre personnellement au premier ministre ontarien Mike Harris, qui demeure «un ami». Au sujet de Jacques Parizeau, son successeur à la présidence du PQ est d'accord pour que l'ancien premier ministre fasse campagne pour le gouvernement contre les libéraux, d'autant plus, dit-il, qu'en partageant la même tribune les deux hommes forment généralement une équipe gagnante. «Il sera le bienvenu.»

Quant à Michel Prescott, qui continue à s'acharner sur son ancien chef, il a accueilli avec scepticisme l'annonce choc, qui ne pourrait être selon lui qu'une manœuvre pour apparaître comme un politicien dont les intérêts passent avant ceux de Montréal. Mais il rejette d'ores et déjà toute alliance avec les deux partis «conservateurs» de Jacques Duchesneau ou Jean Doré pour renverser Pierre Bourque, préférant faire campagne seul à la tête de son parti sans plate-forme électorale et une équipe incomplète.

«J'arrive à peine dans le paysage politique. Notre appui vient de doubler. Ce n'est pas le temps de lâcher!», a-t-il assuré.

M. Bourque a refusé de commenter la sortie de Jean Doré qui risque, si elle est finalement entendue par les Prescott et Duchesneau, de brouiller les derniers jours de sa campagne, arguant à la blague qu'il allait lui-même se donner 48 heures pour analyser les conséquences des diverses hypothèses soulevées hier.

«Je n'ai peur de rien [pas même de la réunion de ses deux principaux adversaires]. Je sais que je vais gagner et que l'équipe va gagner parce qu'on travaille très fort», a déclaré le maire sortant qui ne semble pas ému par le fait que 50 % des Montréalais s'opposent carrément à sa réélection.

Même si tous les scénarios sont possibles, soit le statu quo, le départ de Jean Doré mais le maintien de son équipe ou le départ de M. Doré au profit de M. Duchesneau avec une négociation serrée sur le retrait de candidatures dans chacun des partis des deux hommes, cette dernière solution favoriserait cependant les candidats-vedettes d'Équipe Montréal et de Nouveau Montréal.

Jean Rafa n'est plus

PRESSE CANADIENNE

Le chanteur, auteur et fantaisiste Jean Rafa est mort hier, à l'âge de 88 ans. Souffrant de problèmes rénaux, M. Rafa avait été hospitalisé dimanche et il est décédé d'une insuffisance cardiaque.

Né à Paris en 1910, d'origine occitane, le disparu a été un prolifique parolier, entre autres du fameux air Les Nuits de Montréal, qu'interprétait le regretté Jacques Normand.

Le petit Jean Febrari, devenu tôt orphelin, exerce divers métiers, puis il participe à des concours d'amateurs. Il choisit son nom d'artiste et, à 36 ans, son projet d'émission pour la radio, Swing contre musette, obtient un fort succès auprès de l'auditoire. Avec l'accordeoniste Émile Prudhomme, Jean Rafa est un des animateurs de la caravane qui précède le Tour de France, offrant une description de l'étape au public de la ville d'arrivée, rappelle son ami Pierre Day, auteur en 1997 de la biographie Jean Rafa, de Paris aux nuits de Montréal.

Il a écrit aussi pour Bourvil, des chansons comme Pour sûr, qu'est-ce que tu dis? et Ah l'éloquence.

Jean Rafa arrive au Québec pour la première fois en 1948, avec le groupe d'Émile Prudhomme, qui composera la musique des Nuits de Montréal.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier électronique redaction@ledevoir.com
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 8h à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoyé de publication — Enregistrement n° 0658. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.